

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Pages

★ LA QUESTION DE L'AUTODERMINATION DANS LES CLASSIQUES DU MARXISME	1
★ COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL	17
★ NOTE DE LECTURE : LES LAURIERS DE LA SOCIAL DEMOCRATIE AUTRI- CHIENNE ..	37

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme

INTRODUCTION

Notre parti est né et se développe dans le dur combat de restauration de la tradition révolutionnaire marxiste détruite par la contre-révolution stalinienne ou mieux par la contre-révolution de l'époque du pourrissement impérialiste de la société capitaliste.

Nous avons assisté et continuons d'assister à la plus gigantesque tentative entreprise pour éloigner le spectre de la révolution prolétarienne. Cette œuvre de prévention réactionnaire trouve son expression dans la masse de théorisations opportunistes qui ont bouleversé les principes, le programme et la tactique du mouvement communiste. Mais l'idéologie contre-révolutionnaire, comme la partie apparente d'un iceberg, ne représente que l'infime partie visible d'une œuvre bien plus massive d'érosion des fondements de la lutte prolétarienne, de ses organisations, des résultats déjà obtenus et des conditions même de vie des masses salariées. Et, pour reconstituer le mouvement ainsi détruit, il faut une organisation qui sache, lorsque les conditions le permettront, réaliser organiquement la fusion des poussées immédiates de la classe avec le programme révolutionnaire et qui s'y prépare à l'avance, en luttant contre le courant.

Cette préparation ne peut se réduire à un simple travail de systématisation de la doctrine à l'intérieur de cénacles, ni à l'activisme de groupuscules dont l'unique objectif est d'exposer à la répression les ouvriers les plus combattifs, très peu nombreux aujourd'hui, au cours de luttes immédiatistes. Le Parti révolutionnaire, pour se poser en tant que tel, doit intervenir, dans les limites consenties par la situation objective, dans toutes les luttes du prolétariat, même les plus limitées, pour en favoriser le dépassement en lutte politique, en reproposant au prolétariat tous les thèmes fondamentaux du programme révolu-

tionnaire. Le Parti doit également cimenter sa propre organisation dans la perspective des tâches générales que la révolution devra affronter.

Dans un texte de parti de 1965 intitulé « Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation est défavorable », nous écrivions :

« Etant donné que la dégénérescence de toute la société se concentre dans la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit Parti d'aujourd'hui a pour caractère prééminent de restaurer les principes qui ont une valeur doctrinale, et que les conditions dans lesquelles Lénine accomplit cette œuvre après le désastre de la première guerre font malheureusement défaut. Cela ne nous permet toutefois pas d'élever une barrière entre la théorie et l'action pratique, parce qu'au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes, ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables dans la mesure où les rapports réels de forces le permettent ».

Cette revendication des formes d'activité propres aux moments favorables n'a rien de commun, il faut le préciser, avec des théories qui se sont révélées funestes pour le mouvement ouvrier, comme par exemple la théorie de l'offensive, qui faisait au parti une obligation d'avoir une attitude insurrectionnelle dans toutes les phases historiques. Notre thèse est bien différente. Pour nous, même dans les moments où l'emprise de la contre-révolution sur les masses est la plus totale, le Parti a le devoir d'attirer l'attention des couches les plus sensibles de la classe — leur proportion par rapport à l'ensemble des travailleurs étant un problème secondaire — sur le fait que, derrière le personnage du patron, du flic, du prêtre, du maire, du bonze, se cache le véritable ennemi qu'il faut attaquer et vaincre et qu'on doit chercher dans le mécanisme complexe du système de reproduction capitaliste et des instruments utilisés pour tenir sous le joug les forces productives : la machine étatique, les appareils indirects de répression, la corruption des classes moyennes stipendiées, les légions de fonctionnaires laquais, les opportunistes, les divisions religieuses et raciales, la corruption de l'aristocratie ouvrière, la tourbe des sous-prolétaires et brigands de toute espèce, sans oublier le réseau qui subordonne les forces productives mondiales à la volonté des grandes puissances.

Seul un travail de dénonciation de tous les aspects de la domination capitaliste peut mettre le Parti en mesure de combattre matériellement le cancer contre-révolutionnaire profondément infiltré dans les cellules de la classe ouvrière en l'extirpant et en le détruisant demain dans l'assaut final.

C'est pourquoi le parti a aujourd'hui le devoir de reposer à la classe, pour qu'elle se les réapproprie, ces principes et ces directives programmatiques qu'il serait prématuré de traduire en tâches immédiates.

L'une de ces questions fondamentales est celle qui concerne la revendication du droit des nations opprimées à l'autodétermination. Nous ne prétendons pas la traiter sous tous ses aspects, tant politico-économiques qu'historiques, ni même en nous référant à tous les textes marxistes, mais à la restaurer, face à la confusion que, directement ou indirectement, la contre-révolution a répandue également dans ce domaine.

MARX ET ENGELS

FACE AU « PANSLAVISME DEMOCRATIQUE »

Selon Marx et Engels, l'imposition correcte de la question de l'autodétermination était le banc d'essai du militant révolutionnaire et permettait de vérifier si l'on s'était assimilé la méthode matérialiste et la théorie révolutionnaire. La justesse de cette appréciation est démontrée par le fait que chaque fois que le marxisme a dû engager des luttes décisives contre des adversaires qui lui disputaient son influence au sein du prolétariat, la question est revenue sur le tapis, et que des divergences inconciliables entre marxistes et opportunistes et petits bourgeois pseudo-révolutionnaires sont apparues.

Dans la Première Internationale, Marx et Engels, tout en combattant l'idéalisme anarchiste qui repoussait toute autorité de quelque type qu'elle soit au nom de l'analyse matérialiste de l'Etat, durent lutter également contre le nationalisme panslaviste des Netchaev, Bakounine et compagnie, au nom d'une imposition réellement dialectique de la question nationale, en démontrant que *les caractères distinctifs de l'unité nationale résident non dans des critères biologiques abstraits, mais dans des situations historico-géographiques déterminées.*

En février 1849, Engels (« Le panslavisme démocratique ») écrivait :

« Une seule tentative courageuse de révolution démocratique efface, même si elle est écrasée, des siècles entiers d'infamie et de lâcheté dans la mémoire des peuples, et elle réhabilite sur-le-champ une nation, aussi méprisée soit-elle. C'est ce que les Allemands ont appris l'an dernier. Mais, tandis que les Français, les Allemands, les Italiens, les Polonais, les Magyars hissaient le drapeau de la révolution, les *Slaves* s'alignaient comme un seul homme sous celui de la contre-révolution. Les premiers de tous ont été les Slaves méridionaux qui depuis déjà de nombreuses années défendaient leurs appétits contre-révolutionnaires particuliers contre les Magyars, ensuite les Tchèques, et derrière eux, armés pour la bataille et prêts à entrer en lice au moment décisif, les *Russes*...

« ... Tous les panslavistes placent la nationalité, c'est-à-dire la nationalité fantastique, panslave, *avant la révolution*. Les panslavistes entendent s'associer à la révolution uniquement à condition qu'on leur permette d'organiser tous les Slaves sans exception, et abstraction faite des nécessités matérielles, en Etats slaves autonomes. Si nous, Allemands, avions voulu poser les mêmes conditions fantastiques, en mars, nous serions allés loin ! Mais la révolution n'admet pas qu'on lui pose des conditions. Ou l'on est révolutionnaire et l'on accepte les conséquences de la révolution, quelles qu'elles soient, ou l'on est poussé dans les bras de la contre-révolution et un beau matin on se retrouve, peut-être sans le savoir et sans le vouloir, bras dessus, bras dessous avec Nicolas et Windischgrätz.

« Nous et les Magyars nous devons garantir leur indépendance aux Slaves, prétend Bakounine, et des gens du calibre de Ruge sont capables de leur avoir réellement fait de telles promesses en tête à tête. On exige de nous et des autres nations révolutionnaires d'Europe que nous garantissons une existence incontrôlée, la liberté et le droit de conspirer et de s'armer contre la révolution aux foyers de contre-révolution qui sont à nos portes ; on prétend que nous édifions au cœur de l'Allemagne un royaume tchèque contre-révolutionnaire, que nous brisons le pouvoir des révolutions

allemande, polonaise et hongroise en tolérant des avant-postes russes sur l'Elbe, dans les Carpathes et sur le Danube !

« Nous n'en avons même pas l'idée. Aux phrases sentimentales sur la fraternité qu'on profère devant nous au nom des nations les plus contre-révolutionnaires d'Europe, nous répondons que la haine des Russes a été et est toujours la *première passion révolutionnaire des Allemands* ; que depuis la révolution s'est ajoutée à cette haine la haine pour les Tchèques et les Croates, et que, en même temps que les Tchèques et les Hongrois, nous ne pouvons défendre la révolution qu'en recourant au terrorisme le plus résolu à l'égard de ces populations slaves. Maintenant, nous savons où sont concentrés les ennemis de la révolution : en Russie et dans les pays slaves d'Autriche ; et aucune phrase, aucune illusion à un vague avenir démocratique de ces pays ne nous empêchera de traiter nos ennemis comme tels. »

« Et si Bakounine s'exclame à la fin : « Par ma foi, le Slave ne doit rien perdre, il doit *gagner* ! Par ma foi, il doit vivre ! Et nous vivrons. *Tant que la plus minime partie* de nos droits nous sera refusée, tant qu'un seul de nos membres sera tenu séparé et détaché de l'ensemble de notre corps, nous nous battons à mort, nous nous battons inexorablement jusqu'à la dernière goutte de sang jusqu'à ce que la nation slave soit enfin libre, grande et indépendante », si le panslavisme démocratique prend au sérieux ce qu'il a ainsi proclamé et, dès qu'il s'agit de la fantastique nationalité slave, néglige complètement la révolution, alors nous aussi nous savons ce que nous avons à faire.

« Alors, lutte, « lutte inexorable jusqu'à la dernière goutte de sang » contre la nation slave qui trahit la révolution ; lutte pour sa destruction et pour un terrorisme impitoyable, non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais bien dans l'intérêt général de la révolution ! »

En 1849, donc Engels devait combattre le nationalisme panslave et grand-russe doublement lié à la réaction tsariste, au nom du développement révolutionnaire des nations européennes affligées de minorités slaves réactionnaires.

LA PREMIERE INTERNATIONALE ET LA QUESTION IRLANDAISE

C'est toujours dans le contexte de la lutte contre l'anarchisme qui nie l'Etat national dans l'abstrait et, ironie du sort, est toujours nationaliste en pratique, c'est-à-dire du côté des oppresseurs, malgré ses phrases et rodomontades bien connues, que s'insèrent les mises au point sur l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard des mouvements nationaux en Pologne et en Irlande. Il faut rappeler en particulier la magnifique circulaire de Marx (« *Le Conseil Général au Conseil fédéral pour la Suisse romande* »), sur la question irlandaise approuvée en janvier 1870 et destinée à réfuter les critiques des bakouniens à la campagne de soutien au mouvement pour l'amnistie des Fenians incarcérés par le gouvernement de Gladstone. En effet, les mêmes critères idéalistes qui poussaient Bakounine et les siens à exalter le mythe racial slave, les empêchaient de voir l'indispensable fonction historique de l'Etat national. Cela les conduisait à nier le droit des nations opprimées à l'autodétermination, c'est-

à-dire à la séparation politique d'avec la nation oppresseuse au nom d'une extinction historique de l'Etat.

Marx écrit :

« En premier lieu, l'Irlande est le *bastion* du landlordisme anglais. S'il est abattu en Irlande, il tombe aussi en Angleterre. En Irlande, cette opération est cent fois plus facile en ce que *la lutte économique y est concentrée exclusivement sur la propriété terrienne* et que cette lutte est en même temps une lutte nationale et, enfin, parce que le peuple y est plus révolutionnaire et exaspéré qu'en Angleterre. Le landlordisme ne se maintient en Irlande que grâce à la présence de *l'armée anglaise*. Au moment où *l'Union forcée* entre les deux pays cessera d'exister, une révolution sociale éclatera en Irlande, bien que sous des formes archaïques. Le landlordisme anglais ne perdra pas seulement une source considérable de richesses, mais aussi *sa principale force morale*, la force que lui confère le fait d'être *le représentant de la domination anglaise sur l'Irlande*. D'autre part, le prolétariat anglais rend ses *landlords* invulnérables en Angleterre même dans la mesure où il maintient leur pouvoir en Irlande.

« En second lieu, la bourgeoisie anglaise a exploité la misère irlandaise non seulement pour aggraver la situation de la classe ouvrière en Angleterre *grâce à l'immigration forcée des Irlandais pauvres*, mais aussi pour diviser le prolétariat en deux camps hostiles. L'ardeur révolutionnaire de l'ouvrier celtique ne fait pas bon ménage avec le naturel solide, mais lent de l'ouvrier anglo-saxon. Au contraire, *dans tous les grands centres industriels anglais*, un antagonisme profond oppose le prolétariat irlandais et le prolétariat anglais. Le simple ouvrier anglais hait l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui provoque la diminution des salaires et du *standard of life*. Il éprouve à son égard une antipathie à la fois nationaliste et religieuse. Il le considère à peu près de la même façon que les *poor whites* des Etats méridionaux de l'Amérique du Nord considèrent les esclaves nègres. Cet antagonisme entre prolétaires est excité et attisé intentionnellement par la bourgeoisie en Angleterre même. Elle est en effet consciente du fait que cette division est le véritable secret du maintien de son pouvoir.

« Cet antagonisme revit même au-delà de l'Atlantique. Les Irlandais qui ont dû abandonner leurs terres (chassés par les *bœufs* et par les moutons) se retrouvent en Amérique du Nord, où ils constituent une partie importante et toujours croissante de la population. Leur unique pensée, leur unique passion sont la haine contre l'Angleterre. Les gouvernements anglais et américain (et donc les classes qu'ils représentent) alimentent ces passions afin de perpétuer la lutte secrète entre les Etats-Unis et l'Angleterre, faisant ainsi obstacle à une alliance solide et sincère entre les représentants de la classe ouvrière des deux côtés de l'Atlantique, et, par conséquent, à leur émancipation commune.

« En outre, l'Irlande est l'unique prétexte du gouvernement anglais pour maintenir *une grande armée permanente* et, en cas de besoin, pour l'employer, comme on a vu, contre les ouvriers anglais, après lui avoir donné l'entraînement adéquat comme soldatesque en Irlande.

« Enfin, dans l'Angleterre contemporaine se répète ce que la Rome antique nous a montré à une échelle immense. Un peuple qui en opprime un autre forge lui-même ses propres chaînes.

« Le point de vue de l'Internationale est donc clair. Sa première tâche est d'accélérer la révolution sociale en Angleterre. Dans ce but, il est nécessaire de porter un coup décisif en Irlande.

« La résolution du Conseil général sur l'amnistie irlandaise doit servir uniquement à promouvoir d'autres résolutions dans lesquelles il soit dit explicitement que, par-delà toute question de justice internationale, une condition *préliminaire pour l'émancipation de la classe ouvrière anglaise* est la transformation de *l'Union forcée* (et donc de l'asservissement de l'Irlande) en *une confédération d'hommes libres et égaux*, si cela est possible, ou autrement, *la séparation complète*, s'il le faut. »

ENGELS, L'UNITE NATIONALE ET LA CENTRALISATION ETATIQUE ALLEMANDE

Cette vision dialectique de la question nationale peut être complétée, toujours à titre d'exemple, par l'imposition du problème de la révolution en Allemagne donnée par Engels dans sa « *Critique du projet du Programme d'Erfturt* » (1891). Ce texte concerne une phase postérieure à la conquête du pouvoir par la bourgeoisie allemande, mais antérieure au complet acheminement des tâches révolutionnaires bourgeoises. Face au reflux du mouvement bourgeois, Engels met à l'ordre du jour la prise en charge par le prolétariat des objectifs radicaux abandonnés par la bourgeoisie elle-même, et souligne la nécessité, pour les atteindre, de la réalisation de l'unité nationale et de la centralisation étatique, même s'il ne subsiste plus de problèmes d'autodétermination :

Les revendications politiques du projet ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire, *ne s'y trouve pas*. Si ces dix revendications étaient accordées toutes, nous aurions, il est vrai, divers moyens de plus pour faire aboutir la revendication politique principale, mais nous n'aurions absolument pas cette revendication principale elle-même. La Constitution du Reich est, en ce qui concerne la limitation des droits reconnus au peuple et à ses représentants, une copie pure et simple de la Constitution prussienne de 1850, Constitution où la rédaction la plus extrême trouve son expression dans des paragraphes, où le gouvernement possède tout pouvoir effectif et où les Chambres n'ont pas même le droit de refuser les impôts ; Constitution qui, pendant la période de conflit, a prouvé que le gouvernement pouvait en faire ce qu'il voulait. Les droits du Reichstag sont exactement les mêmes que ceux de la Chambre prussienne, et c'est pourquoi Liebknecht a appelé ce Reichstag la feuille de vigne de l'absolutisme. Vouloir, sur la base d'une alliance entre la Prusse et Reuss-Greiz-Schleiz-Lobenstein, Etats dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre couvre de pouces carrés, vouloir sur une telle base réaliser la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est manifestement absurde.

Y toucher serait dangereux. Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme une condition suffisante pour la réalisation pacifique de toutes ses revendications. L'on fait accroire à soi-même et au Parti que « la société actuelle, en se développant, passe peu à peu au socialisme », sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si, en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi-absolutiste et, par-dessus encore, indécemment embrouillé. L'on peut concevoir (N.D.L.R. : « concevoir », mais non admettre !!!) que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle, dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la Constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des Républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. Mais en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag

et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et en couvrir la nudité par son propre corps.

Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le Parti dans une voie fautive. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon ceci que, tout à coup, au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs, il régnera la confusion et l'absence d'unité, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ? Allons-nous revoir ce qui est arrivé, en son temps, pour la question des droits de douane, que l'on déclara alors ne concerner que la bourgeoisie et ne pas toucher le moins du monde les travailleurs, et dans laquelle, par conséquent, chacun pouvait voter comme il voulait, tandis qu'aujourd'hui plus d'un tombe dans l'extrême opposé et, par opposition avec les bourgeois devenus protectionnistes, réédite les absurdités économiques de Cobden et Bright, et prêche comme le plus pur socialisme — le plus pur manchestérianisme ?

Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous. »

Il ressort clairement des citations précédentes que l'élément discriminant dans la question nationale est, pour les marxistes, la création d'une situation plus favorable au développement de la lutte générale de classe du prolétariat.

Quelques années après la critique d'Engels à la social-démocratie allemande, période qui voit, parallèlement au succès relatif de la politique révolutionnaire marxiste, la société bourgeoise allemande atteindre la pleine maturité de ses rapports de production, une vague d'opportunisme s'abat sur le mouvement ouvrier.

Nous ne pouvons examiner en détail les aspects de cette dégénérescence, non circonscrite d'ailleurs à la seule Allemagne ; on peut toutefois avancer la thèse que c'est précisément le glissement graduel de la social-démocratie dans l'opportunisme qui a empêché le prolétariat allemand de relier directement à la révolution prolétarienne, suivant la position développée par Engels dans le texte cité et dans bien d'autres, la lutte pour la réalisation des conditions d'un libre développement de l'affrontement de classe. Ce qui nous intéresse, c'est d'examiner les postulats de cet opportunisme et leur incidence sur la question nationale. Selon Bernstein, qui est, en un certain sens le porte-parole de cette tendance opportuniste, le capitalisme, grâce au développement des institutions démocratiques et à la perméabilité de la machine étatique aux intérêts des masses populaires, peut être graduellement transformé en socialisme. En conséquence, la question nationale disparaît dans cette vision édulcorée du développement social : on condamne évidemment les méfaits de la politique coloniale et d'oppression nationale, mais on justifie et l'on appuie les conquêtes outre-mer et la soumission de minorités nationales, au nom du maintien de l'équilibre international que l'on fait passer pour la prémisse de la transition pacifique au socialisme. Par la suite, Bernstein et avec lui Van

Kol, Van Der Velde, Jaurès, David, etc... finiront par identifier purement et simplement impérialisme et « civilisation », et sur cette base, par soutenir dans certains cas la nécessité des colonies en régime socialiste !!!

Personne n'entend les cris d'alarme de Rosa Luxembourg qui met en garde contre la dangereuse portée anti-révolutionnaire des positions réformistes, et il faut d'ailleurs noter qu'elle ne tire pas elle-même toutes les conséquences de son analyse pourtant lucide et préciser que l'aile gauche officielle de la Seconde Internationale pêche, exception faite des bolcheviks, par une prise de position trop générale dans son opposition à la « politique coloniale positive » des réformistes.

« ... pour Bernstein, la transformation de l'Etat en société est une condition de l'avènement graduel du socialisme, écrit-elle dans *« Réforme sociale ou révolution ? »* (1899).

« Conrad Schmidt affirme même que la conquête d'une majorité socialiste au Parlement est le moyen direct de réaliser le socialisme par étapes. Or les formes démocratiques de la politique sont incontestablement un signe très net du passage progressif de l'Etat en société ; il y a bien là en ce sens une étape vers la transformation socialiste. Mais le caractère contradictoire de l'Etat capitaliste se manifeste de manière éclatante dans le parlementarisme moderne. Certes, formellement, le parlementarisme sert à exprimer dans l'organisation de l'Etat les intérêts de l'ensemble de la société. Mais d'autre part, ce que le parlementarisme représente ici, c'est uniquement la société capitaliste, c'est-à-dire une société dans laquelle prédominent les intérêts *capitalistes*. Par conséquent, dans cette société, les institutions formellement démocratiques ne sont, quant à leur contenu, que des instruments des intérêts de la classe dominante. On en a des preuves concrètes : dès que la démocratie a tendance à nier son caractère de classe et à se transformer en instrument de véritables intérêts du peuple, les formes démocratiques elles-mêmes sont sacrifiées par la bourgeoisie et par sa représentation d'Etat. Aussi l'idée de la conquête d'une majorité parlementaire apparaît-elle comme un faux calcul : en se préoccupant uniquement, à la manière du libéralisme bourgeois, de l'aspect formel de la démocratie, on néglige entièrement l'autre aspect, son contenu réel. Et le parlementarisme dans son ensemble n'apparaît pas du tout, comme le croit Bernstein, comme un élément immédiatement socialiste, mais au contraire comme un instrument spécifique de l'état de classe bourgeois, un moyen de faire mûrir et de développer les contradictions capitalistes...

« Fourier avait eu l'invention fantastique de transformer, grâce au système des phalanstères, toute l'eau des mers du globe en limonade. Mais l'idée de Bernstein de transformer, en y versant progressivement les bouteilles de limonade réformistes, la mer de l'amertume capitaliste en l'eau douce du socialisme, est peut-être plus plate, mais non moins fantastique.

« Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battront en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, *c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* »

Les positions de Bernstein, plus qu'une simple déviation, annonçaient le processus de dégénérescence qui devait emporter la social-démocratie allemande et avec elle toute la II^e Internationale. Elles furent, en effet, repoussées sur le plan théorique, mais réadmisses subrepticement à titre de possibilités « tactiques » : le renversement de la conception marxiste de l'Etat, de la lutte nationale et de la lutte de classe prolétarienne réalisé par le révision-

nisme, ne pouvait évidemment atteindre au maximum de son pouvoir destructeur qu'avec l'appui inconditionnel des différentes sections de l'Internationale à leur propre Etat impérialiste engagé dans la guerre, comme cela se produisit en 1914. Le kautskysme est l'exemple le plus classique de la falsification du marxisme sur la question nationale : au lieu que l'indépendance nationale soit au service de la révolution prolétarienne, c'est le prolétariat du monde entier qui doit payer pour la défense pseudo-nationale des intérêts du capitalisme parvenu à la phase impérialiste.

LA QUESTION

DE L'AUTO-DETERMINATION AU XX^e SIECLE

Après 1900, le tableau de la situation européenne apparaît comme le renversement dialectique de celui de 1848 : à cette date, face à l'Europe révolutionnaire se dressait la forteresse contre-révolutionnaire de la Russie tsariste ; désormais, ce sont tous les Etats d'Europe centrale qui sont entraînés dans le tourbillon de la conservation bourgeoise face à l'éveil du mouvement révolutionnaire en Russie et en Orient.

En 1900, la Russie n'est encore qu'un amalgame de peuples soumis au joug tsariste par le mythe du panslavisme. Un grand nombre de ces nationalités opprimées, comme par exemple la Pologne, se trouvent partagées, gémissant d'un côté sous le talon de l'impérialisme, de l'autre sous celui de la réaction tsariste et des Cent-Noirs. Le tableau se complique du fait de la présence de minorités raciales privées d'un territoire défini et éparpillées dans tout l'Empire tsariste, comme les Juifs.

La mise au point de Lénine sur cette question complexe est exemplaire :

A) Pour les nationalités opprimées définies par une installation territoriale :

1) Reconnaissance de la part du prolétariat grand-russe du droit à l'auto-détermination, qui équivaut à lutter pour que ces peuples puissent se soustraire aux « liens coercitifs, féodaux militaires » de l'Etat russe, dans le but, en premier lieu, d'affaiblir le pouvoir répressif de l'Etat tsariste à l'avantage du prolétariat grand-russe lui-même, en second lieu, de mettre le prolétariat de la nationalité opprimée en situation de mieux combattre les classes et les forces contre-révolutionnaires de son territoire, et en troisième lieu, de créer les conditions pour une unification de la lutte du prolétariat de la nation exploiteuse avec celui de la nation exploitée.

2) Lutte du prolétariat de la nation opprimée contre les classes dominantes de la nation oppresseuse, non dans une position subordonnée à sa propre bourgeoisie — qui dans la lutte pour la conquête de l'indépendance nationale montre clairement sa fourberie — mais en étroite collaboration avec le prolétariat de la nation dominante, subordonnant à cette unité internationaliste de classe le mouvement bourgeois des nations dominées et dominantes encore féodales.

Dans « *Sur la question de la politique nationale* » (avril 1914), Lénine écrit :

« Nous, sociaux-démocrates, nous sommes opposés à *tout* nationalisme et nous défendons le *centralisme* démocratique. Nous sommes ennemis du particularisme, nous sommes convaincus que, *toutes autres conditions étant égales*, les grands Etats peuvent remplir beaucoup mieux que les petits les tâches du progrès économique et celles de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais nous apprécions uniquement les liens fondés sur le libre accord et non pas sur la violence. Partout où existent des rapports *coercitifs* entre les nations, nous défendons énergiquement et *sans condition* le *droit* de chaque nation à l'auto-détermination politique, c'est-à-dire à la séparation, sans pour autant prêcher immanquablement la séparation d'une nation donnée.

« Défendre, propager, reconnaître ce *droit* signifie défendre l'égalité des droits entre les nations, signifie ne pas accepter les rapports *coercitifs*, signifie lutter contre tous les privilèges étatiques de quelque nation que ce soit, signifie en outre éduquer les ouvriers des diverses nations à la complète solidarité de classe.

« La solidarité de classe entre les ouvriers des différentes nations ne peut qu'augmenter quand, aux liens *coercitifs*, féodaux et militaires, se substituent des liens volontaires.

« Nous apprécions surtout l'égalité de droits des nations dans la lutte pour la liberté du peuple et pour le socialisme... », « et de la défense des privilèges grand-russes... nous disons : aucun privilège pour *aucune* nation, complète égalité de droits pour les nations; cohésion, fusion des ouvriers *de toutes les nations*.

« Il y a dix-huit ans, en 1896, le congrès international de Londres des organisations ouvrières et socialistes a approuvé, sur la question nationale, une résolution dans laquelle était indiquée la voie juste pour satisfaire les aspirations à une « liberté du peuple. » effective et pour aller au socialisme. Cette résolution dit : « Le congrès se déclare pour le plein droit d'auto-détermination de toutes les nations et exprime sa sympathie aux ouvriers de tous les pays actuellement placés sous le joug militaire, national ou d'un autre absolutisme ; le congrès invite les ouvriers de tous ces pays à entrer dans les rangs des ouvriers conscients du monde entier, afin de lutter avec eux pour abattre le capitalisme international et atteindre les objectifs de la social-démocratie internationale. »

« Nous aussi, nous appelons à l'unité les ouvriers de toutes les nations de Russie, parce que seule cette unité pourra garantir l'égalité des droits des nations, la liberté du peuple et les intérêts du socialisme.

« 1905 a uni les ouvriers de toutes les nations de Russie. La réaction cherche maintenant à fomenter l'hostilité nationale. La bourgeoisie libérale de *toutes* les nations, et la bourgeoisie grand-russe avant toutes les autres et plus qu'elles, lutte pour les privilèges de sa nation (par exemple, le Kolo polonais contre l'égalité des droits des juifs de Pologne), lutte pour l'isolement, pour l'exclusivisme national et *favorise* de cette façon la politique de notre ministre des Affaires étrangères.

« Mais la véritable démocratie, avec la classe ouvrière à sa tête, brandit le drapeau de la complète égalité de droits pour les nations, le drapeau de l'unité des ouvriers de toutes les nations dans leur lutte de classe. »

B) Pour les nations démembrées

L'unique différence avec la situation du point A, est que l'unité nationale se pose comme un problème de lutte dans une double direction : contre l'impérialisme des puissances occidentales et contre l'oppression tsariste, en union avec le prolétariat des deux camps. Dans le texte déjà cité, on trouve le passage suivant :

« Nos partis de droite et nos nationalistes tempètent aujourd'hui avec tant de zèle contre les « mazelistes » (1) et notre célèbre Bobrinski défend avec une si magnifique passion démocratique les Ukrainiens contre les exactions du gouvernement autrichien, qu'on pourrait penser que Bobrinski veut s'inscrire au parti social-démocrate d'Autriche. Mais si par « mazelisme » on entend l'inclination pour l'Autriche et pour ses institutions politiques, Bobrinski ne sera peut-être pas un des derniers d'entre eux : en effet, il se lamente et proteste contre l'oppression des Ukrainiens en Autriche. Pensez un peu quel effet une telle nouvelle doit faire sur les Ukrainiens de Russie...! Si Bobrinski lui-même, le nationaliste Bobrinski, le comte Bobrinski, le grand propriétaire foncier Bobrinski, l'industriel Bobrinski, ce Bobrinski qui connaît la plus haute noblesse (les « hautes sphères », en somme) trouve injuste et oppressive la situation faite aux minorités nationales en Autriche, où n'existe rien de semblable à l'infâme résidence obligatoire assignée aux juifs, ni aux odieuses déportations de juifs selon le caprice de gouverneurs despotiques, ni à l'exclusion de la langue maternelle des écoles, que doit-on dire des Ukrainiens en Russie ? ? Que doit-on dire des autres « allogènes » en Russie ? ?

« Est-il possible que Bobrinski et les autres nationalistes, ainsi que les hommes de droite, ne s'aperçoivent pas qu'ils réveillent parmi les « allogènes » de Russie, c'est-à-dire parmi les trois cinquièmes de la population, la conscience de l'arriération de la Russie même par rapport à l'Autriche, qui est le plus arriéré des Etats européens ?

« Le fait est que la situation de la Russie dirigée par les Purischevic, ou plutôt gémissant sous le talon des Pourichkévitch, est tellement originale que les discours du nationaliste Bobrinski expliquent à merveille l'agitation social-démocrate et la renforce.

« Affairez-vous donc, excellent industriel et propriétaire foncier Bobrinski ! Vous nous aiderez sans aucun doute à réveiller, éclairer et secouer les Ukrainiens aussi bien en Autriche qu'en Russie ! »

C) Pour les nationalités sans territoire défini :

Il n'existe évidemment aucune possibilité de constitution en Etat national ; le prolétariat de la nation opprimée considérée doit refuser de perpétuer ses traditions nationales qui l'isolent du reste du prolétariat et le mettent à la merci de la bourgeoisie de sa propre race et par son intermédiaire, de la bourgeoisie de la race dominante ; la classe ouvrière de la classe dominante doit lutter contre tout privilège, toute discrimination, pour la réalisation effective

1) Mazepa (1644-1709), hetman des Cosaques en Ukraine, suivit d'abord le tsar Pierre le Grand, puis s'allia à son ennemi Charles XII de Suède pour servir la cause ukrainienne ; il dut s'exiler après la défaite de Poltava.

de la démocratie à l'égard des masses opprimées, c'est-à-dire pour la suppression de toute entrave à l'insertion du prolétariat de la race dominée dans le cadre de la situation sociale existante (mais non pour l'obligation de s'y insérer) afin qu'il puisse conduire aux côtés du prolétariat de la race dominante le combat révolutionnaire.

Dans ses « Notes critiques sur la question nationale » de 1913, Lénine écrit :

« La signification du mot d'ordre de la « culture nationale » ne dépend pas des promesses ou des bonnes intentions de tel ou tel intellectuel de pacotille désireux d'« interpréter » ce mot d'ordre comme « un moyen de propager la culture internationale ». Cette façon de voir serait d'un subjectivisme puéril. La signification du mot d'ordre de la culture nationale découle de la situation et des rapports objectifs entre toutes les classes d'un pays donné et entre tous les pays du monde. La culture nationale de la bourgeoisie est un fait (et, je le répète, la bourgeoisie est partout de même avec les grands propriétaires fonciers et le clergé). Le nationalisme bourgeois militant, qui abêtit, décervelle et divise les ouvriers pour les placer sous le joug de la bourgeoisie : tel est le fait essentiel de notre temps.

« Quiconque veut servir le prolétariat doit grouper les ouvriers de toutes les nations et lutter sans défaillance contre le nationalisme bourgeois, qu'il s'agisse du « sien propre » ou des autres. Quiconque défend le mot d'ordre de la culture nationale a sa place parmi les petits-bourgeois nationalistes et non parmi les marxistes.

« Prenons un exemple concret. Un marxiste grand-russe peut-il adopter le mot d'ordre de la culture nationale grand-russe ? Non. Il faudrait alors le ranger parmi les nationalistes, et non parmi les marxistes. Notre tâche est de combattre la culture nationale dominante grand-russe de la bourgeoisie et des Cent-Noirs en développant exclusivement dans un esprit internationaliste et en alliance étroite avec les ouvriers des autres pays les germes qui existent aussi dans l'histoire de notre mouvement démocratique et ouvrier. Notre tâche n'est pas de prêcher ou de tolérer le mot d'ordre de la culture nationale, mais de lutter au nom de l'internationalisme contre nos propriétaires fonciers et nos bourgeois grand-russes, contre leur « culture » en « s'adaptant » aux particularités des Pourichkévitch et des Strouév.

« On doit en dire autant de la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive. La culture nationale juive, c'est le mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d'ordre de nos ennemis. Mais il est d'autres éléments dans la culture juive et dans toute l'histoire juive. Sur les 10 millions et demi de Juifs existant dans le monde entier, un peu plus de la moitié habitent la Galicie et la Russie, pays arriérés, à demi sauvages, qui maintiennent les Juifs par la contrainte dans la situation d'une caste. L'autre moitié vit dans un monde civilisé, où il n'y a pas de particularisme de caste pour les Juifs et où se sont clairement manifestés les nobles traits universellement progressistes de la culture juive ; son internationalisme, son adhésion aux mouvements d'avant-garde de l'époque (la proportion des Juifs dans les mouvements démocratiques et prolétariens est partout supérieure à celle des Juifs dans la population en général). »

« Quiconque proclame directement ou indirectement le mot d'ordre de la « culture nationale » juive est (si excellentes que puissent être ses intentions) un ennemi du prolétariat, un partisan des éléments anciens et frappés d'un caractère de caste de la société juive, un complice des rabbins et des bourgeois. Au contraire, les Juifs marxistes qui se fondent dans des organisations marxistes internationales avec les ouvriers russes, lithuaniens, ukrainiens, etc., en apportant leur contribution (en russe et en hébreu) à la création de la culture internationale du mouvement ouvrier, ces Juifs-là, qui prennent le contre-pied du séparatisme du Bund, perpétuent les meilleures traditions juives en combattant le mot d'ordre de la « culture nationale ».

« Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés qui correspondent aux deux grands camps de classe au monde capitaliste et qui traduisent deux politiques (plus encore : deux conceptions du monde) dans la question nationale. En défendant le mot d'ordre de la culture nationale, en faisant reposer sur lui tout un plan et le programme pratique de ce qu'on appelle l' « autonomie nationale culturelle », les bundistes propagent *en fait* le nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier. » (par. 2 « *La culture nationale* »).

De même, en conclusion du par. I « *Les libéraux et les démocrates dans la question des langues* ». Lénine écrit :

« Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voici : suppression absolue de tout privilège pour quelque nation que ce soit ; solution du problème de l'auto-détermination politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation et de leur constitution en Etat indépendant, par une voie parfaitement libre et démocratique ; promulgation d'une loi générale de l'Etat en vertu de laquelle toute disposition (de zemstvo, de municipalité, de communauté et ainsi de suite) qui accorderait quelque privilège que ce soit à une des nations qui violerait l'égalité en droit des nations ou les droits d'une minorité nationale, serait déclarée illégale et nulle, tout citoyen de l'Etat ayant le droit d'exiger l'abrogation d'une telle disposition comme contraire à la Constitution, ainsi que des sanctions pénales contre ceux qui s'aviseraient de la mettre en pratique.

« Aux querelles nationales que se livrent entre eux les différents partis bourgeois pour des questions de langue, etc., la démocratie ouvrière oppose la revendication suivante : unité absolue et fusion totale des ouvriers de toutes les nationalités, dans toutes les organisations ouvrières syndicales, coopératives, de consommation, d'éducation et autres, contrairement à ce que prêchent tous les nationalistes bourgeois. Seules une telle unité et une telle fusion peuvent sauvegarder la démocratie, sauvegarder les intérêts des ouvriers contre le capital — lequel est déjà devenu et devient de plus en plus international —, sauvegarder les intérêts de l'humanité évoluant vers un mode de vie nouveau, étranger à tout privilège et toute exploitation. »

Comme on l'a vu, pour Lénine, le problème de l'autodétermination des nations opprimées (et pour ces nations, celui de l'usage révolutionnaire de leur indépendance) est étroitement lié au programme révolutionnaire général du prolétariat. La revendication de l'autodétermination est posée avec la force intransigeante d'un principe, non parce qu'elle naîtrait d'un impératif éthique abstrait d'égalité, mais parce qu'elle est doublement liée à la question générale de la révolution prolétarienne.

L'imposition de Lénine est la suivante : pas de constitution en Etat national dans l'aire grand-slave, et plus généralement pas de réalisation des tâches de la révolution démocratique, sans le triomphe du mouvement prolétarien ; pas de triomphe du mouvement ouvrier sans la réalisation de ces tâches.

Pour comprendre cette double équation, il faut résumer brièvement toute la vision stratégique du bolchevisme : elle consiste en une coordination dialectique de toutes les tensions sociales à l'échelle internationale en un plan unique de bataille dont le point de départ est l'unité d'intérêt objective du prolétariat opposée à la diversité d'intérêt des autres classes, et l'aboutissement, la réalisation matérielle de cette unité prolétarienne dans la révolution bourgeoise.

Au début du siècle, les données du problème sont les suivantes : pour l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, la consolidation des révolutions bourgeoises est achevée. Dans cette aire, la perspective est celle d'une révolution prolétarienne « pure », même si les éléments de la crise révolutionnaire ne sont pas encore clairement apparus.

Pour l'aire de l'Empire tsariste, on observe :

- la perpétuation d'une dictature des forces pré-bourgeoises, précisément sous la forme du tsarisme ;
- l'incapacité de cette dictature de freiner le développement des rapports de production bourgeois ;
- la manifestation de ce développement dans la tendance des forces productives à se constituer en Etat national ;
- l'oscillation de la bourgeoisie grand-russe entre la rébellion contre le tsarisme et le besoin d'opprimer son propre prolétariat, de continuer le rôle contre-révolutionnaire de la Russie envers le prolétariat européen et d'exploiter le marché des aires opprimées ;
- l'impuissance de la bourgeoisie des nationalités opprimées à poursuivre un programme antiféodal et d'indépendance nationale en raison de ses multiples liens avec la bourgeoisie grand-russe et le tsarisme lui-même ;
- enfin le développement du mouvement ouvrier.

De ce fait, en Russie, toute révolution bourgeoise dirigée par la bourgeoisie ne pouvait se conclure que par l'affirmation d'un Etat contradictoire étroitement associé aux résidus du féodalisme et incapable d'appliquer aucun des principes bourgeois eux-mêmes ; pire encore, une révolution de ce type aurait condamné au recul et au pourrissement toutes les forces les plus conséquentes dans la lutte pour le renversement du tsarisme. Si la révolution s'était faite en Russie de la façon dont la bourgeoisie aurait pu la réaliser si elle avait été laissée libre d'agir à son gré, elle aurait fait reculer le mouvement prolétarien de dizaines d'années en arrière, et sur la classe ouvrière européenne aurait continué à peser, entre autres, la botte du militarisme oriental.

Il n'y avait qu'une seule autre possibilité : que le prolétariat reprenne à son compte la réalisation des tâches bourgeoises, en ne se limitant pas à épauler et à stimuler la bourgeoisie, mais en prenant directement en main les rênes de la révolution sans craindre d'aller contre les intérêts et les tendances politiques réels de la bourgeoisie. Il fallait donc que la classe ouvrière exerce le pouvoir, même si dans l'immédiat elle devait l'utiliser pour réaliser des tâches démocratiques bourgeoises. Pour toute la durée de cette phase, elle pouvait donc compter sur une alliance avec les forces bourgeoises les plus radicales, et en particulier avec les paysans pauvres. (Sens de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », formule dans laquelle l'adjectif *démocratique* n'était affecté d'aucune signification égalitaire ou interclassiste, mais servait à caractériser l'Etat révolutionnaire comme unitaire et unational

étant donné sa limitation objective à des tâches bourgeoises). Il était entendu qu'une fois ces tâches réalisées, grâce au développement des forces productives à l'intérieur du pays ou à la possibilité d'utiliser celles qui existaient à l'échelle internationale, le rôle du prolétariat se serait développé sur ses propres bases, en réprimant toutes les forces capitalistes et en excluant, si nécessaire par la force, les paysans et leurs représentants du pouvoir.

Il devrait être clair que dans un tel contexte, il n'y a aucune utilisation tactique, au pire sens du terme, du mot d'ordre de l'autodétermination, qui n'était pas un moyen de se concilier les masses des nations opprimées pour tenter de réaliser une révolution prolétarienne de type volontariste, comme certains voudraient le faire croire. Non, la reconnaissance du droit à l'autodétermination était la forme naturelle que la révolution prolétarienne devait prendre en tant que révolution double, car elle ne pouvait vaincre qu'en isolant les unes des autres, sa propre bourgeoisie, celle des nations opprimées et toutes les forces réactionnaires. De la même façon, la direction prolétarienne de la révolution démocratique était l'unique manière de résoudre les multiples questions nationales soulevées dans l'Empire tsariste.

(Suite et fin au prochain numéro)

Cours de l'impérialisme mondial

(RAPPORT A LA R. G. DU PARTI)

Lorsqu'il y a deux ans les Etats-Unis ont brutalement mis leurs « alliés » occidentaux devant le fait accompli de leur *diktat* monétaire, les commentateurs de la presse bourgeoise ont été unanimes à annoncer « la fin de l'ère de Bretton-Woods ». Si cette constatation était formellement exacte, sa signification profonde allait bien au-delà des mesures de technique monétaire auxquelles les limitait l'interprétation bourgeoise. Ce qui prenait réellement fin, c'était l'ère des illusions bourgeoises engendrées par la période d'accumulation prospère qui a suivi le second massacre impérialiste ; ce qui s'annonçait avec l'inéluctable nécessité des phénomènes naturels à un mode de production poussant au paroxysme le développement des catégories marchandes, c'était une nouvelle ère d'affrontements inter-impérialistes dans la zone de domination américaine. La guerre monétaire et commerciale entre les capitalismes occidentaux n'est que la toute première manifestation de l'entrée de la société bourgeoise dans la phase du cycle impérialiste inexorable qui doit la mener une fois de plus à la crise et, si la classe ouvrière ne lui impose pas auparavant sa solution révolutionnaire, à la guerre.

De même que l'effondrement du monopole de l'impérialisme britannique, qui avait édifié sur la livre sterling le système monétaire international d'avant 1914, est à l'origine des violents soubresauts monétaires de l'entre-deux-guerres, l'effondrement du système monétaire actuel est celui d'un échafaudage basé sur le monopole de l'impérialisme américain. Le système de relations monétaires internationales mis sur pied au sortir de la seconde guerre impérialiste fut le résultat d'un sévère marchandage commercial et financier engagé dès 1941, entre l'impérialisme américain et son futur vassal britannique, alors que le premier exigeait avant d'entrer en guerre des garanties sur sa part de butin, et que le massacre des peuples pour déterminer quelle coalition de brigands dominerait la planète en était encore à sa première phase. Les accords de Bretton-Woods, signés en 1945, étaient officiellement censés instaurer une ère de relations monétaires et commerciales stables, harmonieuses et « équitables » entre les pays capitalistes occidentaux que l'issue de la guerre faisait passer dans l'orbite de l'impérialisme américain : en réalité, ils ne faisaient que masquer sous le mythe de l'égalité monétaire des nations bourgeoises la toute-puissance du dollar. Si la Russie ne participait pas à l'accord

pour des raisons de rivalités inter-impérialistes, elle en partageait entièrement l'idéologie explicite qui voit dans le développement du commerce mondial la base de la croissance, de la prospérité et de l'harmonie entre les nations. L'article 1 des statuts du Fonds Monétaire International, créé par ces accords, résumait parfaitement toutes ces illusions bourgeoises :

« Le Fonds Monétaire International a pour objectifs :

1) De promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en matière de problèmes monétaires internationaux.

2) De faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et de contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les Etats membres, tels devant être les objectifs primordiaux de la politique économique.

3) De promouvoir la stabilité des changes, de maintenir entre les Etats membres des dispositions de change ordonnées et d'éviter les dépréciations de change inspirées par un esprit de rivalité.

4) De favoriser l'établissement d'un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les Etats membres et l'élimination des restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.

5) De donner confiance aux Etats membres en mettant les ressources du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties appropriées, leur procurant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leur balance des paiements sans avoir à recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale.

6) Conformément à ce qui précède, d'abrégier la durée et de réduire l'ampleur des déséquilibres affectant les balances des paiements des Etats membres. »

Tous ces mythes de la coopération monétaire internationale, de l'accroissement *harmonieux* du commerce, de la stabilité des changes et du caractère « déloyal » des dévaluations concurrentielles (soutenu à l'époque, ô vicissitudes de l'économie politique bourgeoise, par... les Etats-Unis et la Grande-Bretagne !), de l'élimination des restrictions de change, de la correction *en douceur* des déficits des balances des paiements, ont été, entre 1945 et 1970, constamment ridiculisés par la réalité des faits, dans des soubresauts divers qui n'avaient toutefois qu'une ampleur locale et limitée. Maintenant que les convulsions ont atteint tous les pays capitalistes développés et surtout le despote du marché mondial, ils volent violemment en éclats.

Une fois de plus les charlatans bourgeois, avec cette fois l'appui discret de l'impérialisme russe — que sa faiblesse économique a tenu à l'abri de la guerre monétaire, mais qui place tous ses espoirs dans la *prospérité* du capitalisme occidental et de l'impérialisme américain en particulier — tentent de

les rafistoler à grands coups de négociations et de conférences. Pas plus qu'ils n'y ont réussi dans le passé, ils n'y réussiront dans l'avenir, car l'essence même du mode de production capitaliste et du marché mondial l'interdit.

Le degré sans précédent de concentration et de centralisation atteint aujourd'hui par le capital a provoqué la constitution de gigantesques blocs aux intérêts antagoniques, gérés par des appareils intimement imbriqués dans des appareils d'Etat de plus en plus puissants et totalitaires, qui dirigent eux-mêmes les opérations de guerre économique menées contre les Etats concurrents. La concurrence entre capitalistes pour réaliser la valeur de leurs marchandises s'est doublée d'une guerre commerciale entre Etats : chacun dirige au plus haut niveau l'exploitation de millions de prolétaires de toutes origines travaillant pour le capital national, organise sur le marché mondial la promotion des ventes des marchandises fabriquées grâce à leur sueur, et cherche à y empêcher le plus de valeur-argent possible.

Mais la projection de la concurrence à un stade supérieur ne modifie par ses lois générales, qui ne sont elles-mêmes que l'expression de la tendance fondamentale du capital à accumuler sans relâche en exploitant toujours davantage le travail salarié. Pour gagner des marchés il faut, si l'on fait abstraction de toutes les influences particulières pour analyser les phénomènes à leur niveau le plus général, vendre *moins cher* que le voisin. Pour pouvoir vendre constamment moins cher sans rogner sur le profit, il faut, à procédés de production équivalents ou inférieurs (et les prix des matériaux étant supposés réglés par le marché mondial) payer la force de travail *moins cher*. Déqualification de la force de travail, emploi des femmes et des enfants, importation de prolétaires immigrés à bon marché, investissements dans des pays où les salaires sont très bas, politique étatique de limitation des hausses de salaires aboutissant, avec la hausse des prix des moyens de subsistance, à la baisse des salaires réels, etc... : l'ingéniosité du capital ne connaît pas de bornes lorsqu'il s'agit de pressurer le producteur direct. Mais comme aucun capital national n'en a l'exclusivité, aucun ne peut en tirer éternellement un avantage décisif, et tous sont contraints de passer au stade supérieur de l'exploitation.

Lorsque le prix de la force de travail est donné et comparable à celui payé par les concurrents, la seule solution laissée au capital est *d'investir* pour installer des équipements plus modernes qui permettront d'accroître la productivité du travail, de réduire les dépenses de capital variable en renvoyant une partie des salariés dans l'armée de réserve, d'abaisser le prix de revient de chaque unité produite, et de vendre un peu moins cher que le concurrent tout en faisant plus de bénéfice que lui (et indirectement, lorsque les équipements plus productifs se généralisent aux branches fabriquant des biens de consommation, d'abaisser la valeur de la force de travail). C'est *l'accumulation de capital*, qui, comme l'explique Marx, permet d'augmenter la productivité et d'obtenir une *plus-value extra* ou un *surprofit de productivité*.

La marchandise n'étant pas douée de parole pour expliquer si l'abaissement de son prix de revient a été obtenu par les salaires de misère, le knout, les cadences infernales ou les machines perfectionnées — et l'acheteur s'en

fichant d'ailleurs bien —, tous les procédés se valent pour l'emporter sur le marché mondial, et dans la réalité ils sont tous employés simultanément par le capital. Si la méthode de *l'accumulation du capital*, qui permet d'augmenter la productivité tout en réduisant les dépenses de capital variable, correspond à l'essence du mode de production capitaliste, tous les procédés employés tendent au même résultat : *augmenter le taux de plus-value*. Toutes choses égales par ailleurs, le vainqueur de la lutte commerciale est donc le capital qui sait obtenir le *plus fort taux d'exploitation* de la classe ouvrière, ou plus exactement la *plus forte progression* de ce taux d'exploitation. A la devise passionnée du capital : « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ! », le marché mondial fait écho en arbitre glacé de l'exploitation des producteurs directs : que le meilleur exploitateur gagne !

Pour le marxisme, cette loi fondamentale de la concurrence bourgeoise démasque tous les prétendus partis ouvriers qui défendent la position de « leur » pays dans l'économie mondiale. Si l'on se souvient qu'à l'estimable privilège d'être le meilleur exploitateur, le vainqueur de la lutte commerciale ajoute celui de réduire au chômage les prolétaires exploités par ses concurrents, on voit que tous les défenseurs de l'économie nationale (voire européenne !), de la branche d'industrie, de l'entreprise, etc..., contre la concurrence « étrangère » qui menace l'emploi, ne réclament pas la suppression du chômage, mais *son report sur les prolétaires des autres pays*, grâce à une meilleure exploitation des prolétaires du leur. De tels défenseurs du capital national existent dans tous les pays : le résultat de leur sale besogne est de dresser les uns contre les autres, les exploités de diverses nations pour la plus grande sécurité de leurs exploitateurs. Les faits mêmes montrent ainsi que les prolétaires de tous les pays sont objectivement solidaires, que toutes les solutions *nationales* vers lesquelles on veut les entraîner sont des impasses et des trahisons, et que l'unique voie de leur émancipation est l'union de leurs forces par-delà les frontières bourgeoises et donc sous la direction d'un parti international qui prépare et dirige l'assaut contre les citadelles de la bourgeoisie.

C'est pour s'être trouvé confronté, en dépit des énormes ressources que lui procure son parasitisme financier, à des exploitateurs aussi habiles et forcenés que lui, que l'impérialisme américain a connu ses premières difficultés commerciales. La dialectique implacable de l'accumulation capitaliste a voulu que ses concurrents soient précisément les pays que la coalition impérialiste « démocratique » avait vaincus dans le dernier conflit mondial. Après les avoir écrasés sous les bombes, après avoir systématiquement démantelé leur appareil productif (son complice russe en faisait d'ailleurs autant de son côté), l'impérialisme yankee ne pouvait faire autrement que de leur fournir des capitaux et de leur vendre des biens d'équipement pour créer de nouveaux débouchés à ses propres industries ; sous la menace de la crise commerciale et économique, il était donc obligé de remettre lui-même sur pied ses futurs concurrents, qui allaient bénéficier d'emblée des conditions productives les plus favorables : un prolétariat écrasé par le terrorisme militaire et la présence de troupes d'occupation ; un marché intérieur privé de tout ; un appareil productif anéanti et donc à reconstituer sur la base des techniques

les plus modernes ; enfin, une forte tradition de centralisation du capital imposée par le développement relativement tardif de la production capitaliste moderne dans ces pays. Une fois la reconstruction nationale accomplie, ces énormes machines productives devaient inéluctablement déboucher en force sur le marché mondial avec tous les avantages des capitalismes jeunes sur les capitalismes plus anciens : des salaires et donc des dépenses de capital variable plus faibles, des taux d'accumulation plus élevés, et donc une croissance de la productivité plus rapide.

Quelques chiffres caractéristiques permettront d'illustrer cette évolution des rapports de forces économiques. Le tableau 1, indique la part (en pour-

TABEAU 1. REMUNERATION DES SALARIES EN POURCENTAGE DU REVENU NATIONAL

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	63.7	63.7	63.2	63.7	64.6	66.0	68.0	69.2	68.8	
G.B.	64.6	64.3	64.6	65.2	64.5	64.5	65.2	66.6	66.6	
FRANCE	52.0	52.2	52.7	52.5	53.0	53.7	53.2	53.5	54.2	
ALLEMAGNE	55.3	55.2	56.1	56.7	56.8	55.9	56.1	58.5	60.1	
JAPON	49.2	49.7	51.7	51.8	51.0	49.4	49.5	50.2	55.0	

Sources: chiffres calculés d'après: ONU, Yearbook of National Account Statistics, ONU, Bulletin mensuel de statistiques.

centage) de la rémunération des salariés dans le Revenu National pour les cinq principaux pays capitalistes occidentaux. S'il est clair que ces chiffres *ne sauraient être considérés comme des taux de plus-value*, ils constituent néanmoins des indicateurs globaux commodes des niveaux respectifs de dépense de capital variable faite par les agglomérats capitalistes nationaux ; il en ressort clairement que dans un pays comme le Japon, les frais d'entretien de la force de travail sont plus faibles, pour les années considérées, que chez les vieux impérialismes comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Le tableau 2

TABEAU 2. INVESTISSEMENT (FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PRIVEE)

EN POURCENTAGE DU PRODUIT NATIONAL BRUT

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	14.0	13.9	14.4	14.2	13.7	13.7	14.0	13.6	14.1	
G.B.	17.0	16.7	17.6	16.7	17.1	17.2	16.9	18.1	17.8	
FRANCE	22.2	23.0	23.6	24.0	25.1	25.0	25.0	25.3	25.6	
ALLEMAGNE	24.8	24.8	24.8	25.2	23.2	23.2	24.2	26.3	26.8	
JAPON	27.0	27.7	26.7	25.8	27.7	29.0	30.4	31.0	29.3	

Sources: voir tableau 1.

indique pour les mêmes pays la part en pourcentage de l'investissement (formation brute de capital fixe privée) par rapport au Produit National Brut : les chiffres montrent que les rythmes d'accumulation les plus élevés sont ceux de l'Allemagne et du Japon, capitalismes plus jeunes (ou plus exactement *rajeunis* par la guerre), les plus faibles ceux de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, capitalismes plus anciens, ce qui confirme *la loi de vieillissement du capitalisme* qui veut qu'une économie capitaliste sans entraves accumule et croisse d'autant plus vite qu'elle est plus jeune. Les appareils de production de ces deux derniers pays se renouvellent donc moins, et la croissance de la productivité y est plus lente. A l'inverse, la productivité globale des économies allemande et japonaise, qui est partie d'un niveau beaucoup plus bas, croît plus rapidement que celle des USA, comme le montre le tableau 3. (1)

TABLEAU 3. CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

(Industries manufacturières - indice base 100 en 1963)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	100	105	111	115	116	120	124	122	126	135
G.B.	100	107	109	110	114	122	126	127	131	140
FRANCE	100	106	109	118	123	133	146	154	163	175
ALLEMAGNE	100	109	113	115	119	131	144	146	149	152
JAPON	100	113	115	128	148	168	194	220	229	245

Source: chiffres calculés d'après: ONU, Bulletin mensuel de statistiques.

Les lois de la réussite capitaliste s'énoncent donc d'une manière très simple : le capital qui accumule le plus et fait le plus de progrès dans l'exploitation de son prolétariat a tendance à devenir plus productif que ses concur-

(1) Les chiffres de ce tableau sont des indices de base 100 en 1963. Ils indiquent, par exemple, qu'entre 1963 et 1970, la productivité globale du travail social a augmenté près de deux fois plus vite au Japon qu'aux Etats-Unis. Mais ils n'indiquent pas que la productivité japonaise serait en 1970 presque le double de la productivité américaine. La même précaution doit être apportée à la lecture des tableaux suivants où figurent des indices.

rents. Le marché mondial lui accorde séance tenante sa sanction : ses marchandises deviennent plus *compétitives*, c'est-à-dire moins chères que celles des concurrents. Le tableau 4 montre que les prix des marchandises à l'exportation exprimés en monnaies nationales (c'est-à-dire à la fabrication) sont restés globalement plus bas en Allemagne et au Japon, et ont augmenté le plus aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les exportations des deux premiers pays croissent donc à un rythme plus rapide, comme le montre le tableau 5.

TABLEAU 4. PRIX A L'EXPORTATION (EN MONNAIES NATIONALES)

(Indice base 100 en 1963)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	100	101	104.3	107.4	109.5	111.1	114.8	121.4	125.3	129.4
G.B.	100	102	105	108	110	118	122	131	141	151
FRANCE	100	103.9	104.8	107.7	106.9	106	113.2	125.7	133	134.4
ALLEMAGNE	100	101.1	101.8	102.9	102	100.5	102.3	104.1	105.8	106.8
JAPON	100	98.8	97.6	97.7	100.7	100.8	105.3	111.1	113.3	113

Source: Fonds Monétaire International, International Financial Statistics.

TABLEAU 5. VOLUME DES EXPORTATIONS

(Indice base 100 en 1963)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	100	113.7	114.3	121.4	126.2	136.8	144.8	156.4	154.5	168.6
G.B.	100	103	107	112	110	126	140	145	153	155
FRANCE	100	107.2	118.7	125.4	131.9	148.1	170.7	196.6	213.2	243.4
ALLEMAGNE	100	111.3	120.8	134.5	146.5	169.9	190.5	206.6	220.5	239.5
JAPON	100	124	159	183.8	190.3	236.2	278.7	319.2	383.7	410.2

Source: F.M.I., International Financial Statistics.

TABLEAU 6. PARTS DU MARCHE MONDIAL

(Pourcentage des exportations mondiales réalisé par chaque pays)

	1948	1958	1963	1965	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	22	16	15	14.6	14.5	14	13.7	13.6	12.5	12.0
G.B.	11	8.4	7.6	7.1	6.5	6.2	6.2	6.2	6.5	6.0
FRANCE	3.6	5	5.2	5.4	5.3	5.3	5.4	5.6	5.9	6.4
ALLEMAGNE	1.3	8.5	9.5	9.6	10.1	10.4	10.6	10.9	11.3	11.3
JAPON	0.4	2.6	3.5	4.5	4.8	5.4	5.8	6.2	6.9	7.0

Source: chiffres calculés d'après: ONU, Bulletin mensuel de statistiques.

En conséquence (tableau 6), les parts de marché mondial des jeunes capitalismes allemand et japonais augmentent constamment, alors que celles des impérialismes américain et surtout britannique ne font que décroître : en 1972, les exportations allemandes talonnaient celles des Etats-Unis (qu'elles avaient depuis longtemps dépassées pour les produits manufacturés). Le cycle de la reconstruction nationale est bouclé : rajeunis par les destructions massives que leur ont infligées leurs vainqueurs, reconstruits grâce à leurs capitaux, à leurs biens d'équipement et à l'abrutissement de plusieurs générations ouvrières, les vaincus en uniforme « fasciste » ont ressuscité de leurs cendres en costume civil « démocratique ». Mais — ô surprise ! — leurs noms ont à peine changé : ce sont toujours Krupp ou Bayer, Mitsui ou Mitsubishi qui commencent, tout en se partageant les marchés avec eux, à gêner les bonnes affaires de US Steel, ICI ou Du Pont de Nemours. Sous les habits divers que la situation historique et politique impose aux Etats bourgeois, c'est toujours le même maître qui est présent : le capital impérial qui impose sa loi aux nations comme aux « capitalistes », et dont l'accumulation sous les étiquettes nationales « Allemagne » ou « Japon » ne fait que donner le signal d'un nouveau cycle de surproduction, de bouleversements et d'affrontements inter-impérialistes généralisés.

Comme l'histoire l'a déjà montré à deux reprises, la suite du processus est inéluctable. Ayant obtenu grâce à la sueur des prolétaires qui travaillent sous leur joug une expansion économique dont l'effet a été une entrée en force sur le marché mondial, les exploiters les plus « méritants » sont récompensés par des excédents de leur balance commerciale qui leur permettent d'empocher de la valeur sous forme de monnaie mondiale accumulée dans les réserves de leurs banques centrales. Mais la logique marchande est ainsi faite que lorsque quelqu'un *empoch*, il faut que quelqu'un d'autre *débourse* : si les uns ont des *excédents* commerciaux, il faut bien que d'autres aient des *déficits*. Seule la sottise petite-bourgeoise peut rêver d'un développement *harmonieux* et *équilibré* du commerce mondial : comment cela se pourrait-il alors que chaque Etat cherche par tous les moyens à avoir une balance com-

merciale excédentaire, et qu'il est impossible que tous y réussissent en même temps ? Les excédents commerciaux croissants de l'Allemagne et du Japon devaient inévitablement provoquer des déficits chez leurs principaux concurrents ; c'est ce qui s'est produit pour les Etats-Unis, comme le montre le tableau 7, indiquant l'évolution des balances commerciales (exportations moins

TABLEAU 7. BALANCES COMMERCIALES
(chiffres en milliards de dollars)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	5.24	6.83	4.94	3.92	3.86	0.62	0.66	2.11	-2.69	-6.91
G.B.	-0.22	-1.45	-0.66	-0.20	-1.44	-1.54	-0.34	0.03	0.76	-1.72
FRANCE	0.17	-0.09	0.39	-0.04	0.28	0.04	-0.88	0.32	1.10	1.33
ALLEMAGNE	1.41	1.35	0.25	1.87	4.16	4.48	3.90	4.02	4.29	6.18
JAPON	-0.16	0.37	1.90	2.27	1.16	2.53	3.70	3.96	7.78	8.99

Sources: F.M.I., International Financial Statistics
sauf France années 1963 à 1966 incluses : Ministère de l'Economie et des Finances, Statistiques et Etudes financières, Mars 1971 (sans zone Franc)

importations) : les excédents de l'Allemagne et du Japon croissent constamment, ceux des USA diminuent régulièrement jusqu'à se transformer en déficit ce qui provoquera le début de la guerre monétaire. Corrélativement, comme le montre le tableau 8, les réserves d'or et de devises des deux premiers pays

TABLEAU 8. RESERVES DES BANQUES CENTRALES
(milliards de dollars à la fin de l'année)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A.	16.8	16.6	15.4	14.8	14.8	15.7	16.9	14.5	13.2	13.1
G.B.	3.1	2.3	3.0	3.1	2.7	2.4	2.5	2.8	6.6	5.6
FRANCE	4.9	5.7	6.3	6.7	7.0	4.2	3.8	4.9	8.2	10.0
ALLEMAGNE	7.6	7.8	7.4	8.0	8.1	9.9	7.1	13.6	18.4	23.4
JAPON	2	2	2.1	2.1	2	2.9	3.6	4.8	15.3	18.3

Source: F.M.I., International Financial Statistics.

croissent jusqu'en 1972 à une vitesse astronomique, alors qu'elles décroissent régulièrement pour les USA (la baisse des réserves US est toutefois moins rapide que la montée des réserves allemandes et japonaises, car le montant global des réserves mondiales n'est pas constant, mais augmente régulièrement grâce à la création de moyens de paiement supplémentaires).

La suite logique et inexorable de la percée commerciale des capitalismes allemand et japonais est *l'exportation de capitaux*, que les réserves de devises accumulées grâce aux exportations de marchandises permettent de financer sur une large échelle. Tant que les exportations ne dégagent pas d'importants excédents commerciaux, la puissance financière de ces pays leur permettait déjà d'exporter des capitaux, mais *dans leur propre monnaie nationale*, c'est-à-dire sous forme de crédits à l'exportation ou de prêts liés à l'achat de marchandises nationales (ce qui revient au même) ; par contre, les investissements de portefeuille (c'est-à-dire l'achat d'actions d'entreprises étrangères), et les investissements directs (c'est-à-dire l'achat ou la création d'entreprises à l'étranger), étaient limités par les nécessités de l'équilibre de la balance des paiements : ils doivent en effet être payés dans la monnaie mondiale, le dollar, et seule la constitution de réserves de devises permet de les effectuer sur une large échelle. Telle est l'implacable logique du marché mondial à l'ère impérialiste : ce n'est que lorsqu'un nouveau capitaliste a fait la preuve de ses capacités d'exploiter à l'intérieur de ses propres frontières qu'il est autorisé en guise de récompense à exploiter les prolétaires ailleurs !

Le géant américain a depuis longtemps fourni des preuves surabondantes de ses capacités en la matière. La constitution de ses investissements à l'étranger a commencé avec la première guerre impérialiste, après que les énormes profits réalisés sur la vente des marchandises de toutes sortes, en particulier d'armes et de munitions, aux futurs « alliés » européens en guerre, lui aient permis de se « racheter » de l'impérialisme britannique en difficulté. Ces investissements n'ont pratiquement pas cessé de croître depuis lors, et leur masse dépasse de loin celle de tous ses concurrents réunis (tableau 9, ligne 1). La production des

TABLEAU 9. INVESTISSEMENTS DIRECTS ET PRODUCTION A L'ETRANGER EN 1971

	U.S.A.	G.B.	FRANCE	ALLEM.	JAPON
(1) Investissements directs à l'étranger : valeur totale fin 1971 (milliards de \$)	86.0	24.0	9.5	7.27	4.45
(2) Rythme moyen de croissance annuelle 1966-1970	9.4%	7%		23.3%	32%
(3) Rapport $\frac{\text{invest. directs à l'étranger}}{\text{Produit National Brut}}$	8.0%	17.6%	5.8%	3.3%	2%
(4) Production à l'étranger en 1971 (milliards de \$)	172	48	19.1	14.6	9
(5) Rapport $\frac{\text{production à l'étranger}}{\text{exportations}}$	3.95	2.15	0.93	0.37	0.37

Sources: lignes (1),(4),(5) : ONU, Multinational Corporations in World Development, New-York, 1973 - ligne (2) : calculs effectués d'après : Survey of Current Business; U.K. Balance of Payments 1972 (HMSO); The Oriental Economist, juin 1972 - ligne (3) : calculs effectués d'après la source (1) et : OCDE, Principaux indicateurs économiques (pour les P.N.B.)

entreprises US à l'étranger a atteint en 1971 presque le *quadruple* des exportations américaines (tableau 9, ligne 5). Le monopole économique et financier des Etats-Unis à l'issue de la seconde guerre impérialiste ayant imposé leur monnaie nationale comme monnaie mondiale pour tous les paiements internationaux, ils peuvent à la grande indignation de leurs concurrents « honnêtes », continuer à exporter des capitaux sur une grande échelle, même quand leur balance commerciale et leur balance des paiements sont largement déficitaires (tableau 10).

TABLEAU 10. EXPORTATIONS ANNUELLES DE CAPITAUX

Ligne (1) : exportations totales de capitaux (publiques + privées)
 Ligne (2) : dont investissements directs (y compris bénéfiques réinvestis)
 (chiffres bruts en milliards de dollars)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
U.S.A. (1)	7.41	7.58	9.37	9.96	10.2	11.7	12.0	12.7	13.6	
(2)	3.48	3.79	5.01	5.40	4.73	5.38	5.85	7.33	7.88	7.80
G.B. (1)	1.08	1.29	1.13	1.15	1.47	1.90	1.83	1.96	2.16	
(2)	0.7	0.73	0.86	0.77	0.77	0.98	1.31	1.16	1.28	
FRANCE (1)	0.12	0.12	0.39	0.25	0.74	1.55	0.95	1.70	1.74	
(2)	0.09	0.16	0.23	0.17	0.35	0.34	0.19	0.37	0.39	
ALLEMAGNE (1)	0.59	0.96	0.84	1.07	1.19	2.45	3.95	2.25	1.55	
(2)	0.21	0.22	0.26	0.30	0.24	0.39	0.54	0.68	0.67	
JAPON (1)	0.30	0.46	0.78	1.06	1.32	1.62	1.97	2.57	3.01	5.00
(2)	0.12	0.05	0.07	0.10	0.12	0.22	0.20	0.35	0.36	0.73

Sources: F.M.I., Balance of Payments Yearbook

sauf France années 1963 à 1966 incluses : Ministère de l'Economie et des Finances, Statistiques et Etudes financières, Mars 1971 (sans zone Franc)

L'impérialisme britannique a été obligé à deux reprises de liquider une partie de ses investissements à l'étranger (rachetés en particulier... par le « généreux » allié américain) pour financer son effort de guerre ; s'il a depuis longtemps perdu son rang historique, l'ex-despote du marché mondial est devenu, à l'ombre du géant US, un impérialisme parasite à la puissance financière hors de proportion avec sa puissance industrielle et commerciale, grâce en partie à la conservation d'une certaine influence sur les restes de son Empire colonial (maintien de la zone sterling en particulier). Le rôle historique d'usurier et de courtier international de la City de Londres (banque, assurance, transports) lui assure d'autre part de fortes recettes « invisibles » comblant son déficit commercial chronique et contribuant également à ses exportations de capitaux. Toutes proportions gardées, c'est l'impérialisme britannique qui a conservé le caractère impérialiste et parasite le plus accentué, comme le montre l'importance de ses investissements à l'étranger par rapport à son produit national brut (tableau 9, ligne 4. La tendance serait encore plus accentuée si l'on prenait en considération les investissements de portefeuille, ainsi que les prêts et crédits divers).

De même, à une échelle beaucoup plus modeste, l'impérialisme français profite toujours des restes de son influence sur son ex-Empire colonial — qui constitue notamment, comme pour l'impérialisme britannique, un vaste réservoir de force de travail à bon marché — et du maintien d'une zone franc. Cependant, la rénovation de l'appareil industriel entreprise par la grande bourgeoisie lors de la liquidation de l'Empire colonial a rendu un certain dynamisme à sa production et à son commerce (voir tableaux 2 à 8) et c'est lui qui est à la base de la croissance récente de ses exportations de capitaux.

La situation des impérialismes allemand et japonais est évidemment très différente. Le premier a payé de deux écrasements militaires successifs le péché historique de son essor tardif par rapport à ses concurrents européens. Les croisades des impérialismes anglo-saxons et français victorieux sous la bannière de la lutte contre la barbarie teutonne, puis sous celle de la défense de la démocratie contre le fascisme, leur ont rapporté, de la Mésopotamie à l'Amérique du Sud en passant par l'Afrique, de vastes dépouilles territoriales et économiques, pendant que la Russie se réservait celles d'Europe centrale ; deux fois dépossédé de ses actifs à l'étranger par ses rivaux vainqueurs, l'impérialisme allemand... a recommencé une troisième fois à zéro. L'impérialisme japonais, lui, recommence pour la deuxième fois seulement (lors du premier conflit impérialiste, le futur allié du III^e Reich avait... participé au partage des dépouilles de l'Empire allemand en Extrême-Orient). Pour l'un comme pour l'autre, la masse des investissements à l'étranger est donc encore faible par rapport à celle des impérialismes anglo-saxons (tableau 9, ligne 1) : mais les flux de leurs exportations de capitaux sous forme de capital de prêt ou d'investissements directs (tableau 10), ainsi que la valeur de leurs actifs à l'étranger (tableau 9, ligne 2) croissent à un rythme annuel nettement plus rapide que celui de leurs concurrents, en particulier pour le Japon.

Si la guerre commerciale bat son plein, la guerre des exportations de capitaux ne fait donc que commencer : les craintes exprimées par l'impérialisme français de la constitution d'une zone mark en Europe, les manifestations de la prépondérance économique japonaise dans l'Asie du Sud-Est (1), la concurrence générale pour contrôler les sources de matières premières, enfin les affrontements portant sur le statut mondial du dollar, n'en sont que les premiers symptômes.

La guerre monétaire n'est qu'une des manifestations de la concurrence commerciale d'une part, financière de l'autre, entre centres nationaux d'accumulation du capital. On peut pour simplifier, après avoir rappelé que les deux aspects sont étroitement imbriqués, considérer que la guerre des parités monétaires correspond à la concurrence commerciale, et les polémiques por-

(1) En Corée du Sud, par exemple, les investissements japonais l'emportent déjà sur les investissements américains. Il en est de même en Thaïlande. *L'Expansion* de septembre 1973 rapportait que de récentes manifestations contre l'impérialisme économique japonais en Thaïlande avaient été organisées en sous-main... par la C.I.A. américaine.

tant sur la monnaie mondiale, le rôle de l'or et la convertibilité du dollar, à la concurrence financière.

Lorsque par suite de la croissance plus lente de la productivité une économie nationale se trouve globalement en position *défavorable* sur le marché mondial, elle en est avertie et sanctionnée par le déficit de sa balance commerciale, avec les punctions sur ses réserves de devises qui en découlent. Sur le marché mondial, ses marchandises sont peu à peu devenues plus chères que celles de ses concurrents ; une simple manipulation monétaire peut les ramener au prix du marché mondial, ou même en dessous : il suffit de modifier la parité d'échange de la devise nationale avec les devises étrangères : si le dollar est dévalué de 10 % par rapport à toutes les autres devises, les marchandises américaines seront du jour au lendemain 10 % moins chères sur le marché mondial. A l'inverse, si le yen est réévalué de 20 %, les marchandises japonaises y seront du jour au lendemain 20 % plus chères. En mettant brutalement à deux reprises ses chers « alliés » devant le fait accompli de la dévaluation du dollar, en déclenchant d'autre part cyniquement la spéculation qui a forcé l'Allemagne et le Japon à réévaluer (1), l'impérialisme U.S. a brutalement réagi à la concurrence commerciale que lui faisaient ces deux pays.

Les changements de parités monétaires provoqués par la contre-offensive américaine ont modifié les rapports des prix des marchandises des principaux pays capitalistes sur le marché mondial. Le tableau 11, indique l'ampleur de ces changements de parité, qui jouent sur le plan commercial à l'avantage des Etats-Unis, au détriment essentiellement de l'Allemagne et du Japon. Le

TABLEAU 11. MODIFICATIONS EFFECTIVES DES TAUX DE CHANGE - MAI 1971 - MAI 1973.

Yen	+ 24.5%	Livre sterling	- 10.5%
Deutschemark	+ 14.5%	Lire italienne	- 12.0%
Franc français	+ 5.5%	Dollar U.S.	- 17.5%

(1) La mythologie démocratique et opportuniste veut que ce soit le « capital apatride » personifié entre autres par les fameuses sociétés soi-disant « multi-nationales » — mais liées en fait à des Etats impérialistes bien précis, essentiellement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour ne pas les nommer ! — qui déclenche de sa propre initiative la spéculation et impose (horreur !) ses volontés aux Etats eux-mêmes. Cete interprétation de boutiquier chauvin n'oublie qu'un détail : les capitaux flottants (« hot money ») ne seraient pas allés brusquement se placer à court terme à Francfort ou à Tokyo... si le secrétaire d'Etat américain au Trésor n'avait pas déclaré que le yen ou le deutschemark devraient à son avis être prochainement réévalués, ce qui, en langage financier, équivalait purement et simplement à inviter de manière pressante les propriétaires (américains ou autres) de ces capitaux à aider l'impérialisme américain à forcer la main à ses concurrents allemand et japonais ! Et nous ne connaissons que les déclarations publiques !

tableau 12 montre l'incidence de ces modifications de parité sur les prix à l'exportation libellés, non plus en monnaies nationales, mais *en dollars*, c'est-à-dire dans les conditions réelles de vente sur le marché mondial : la comparaison avec l'évolution des prix à l'exportation libellés en monnaies nationales montre que les manipulations monétaires imposées par l'impérialisme américain ont annulé et même contrecarré les effets des rythmes inégaux de croissance de la productivité.

TABLEAU 12. INCIDENCE DES MODIFICATIONS DE PARITES SUR LES PRIX A L'EXPORTATION

Ligne (1) : indice des prix à l'exportation en monnaie nationale (1963 = 100)
Ligne (2) : indice des prix à l'exportation en dollars (1963 = 100)

		1970	1971	1972	I/73	II/73
U.S.A.	(1)	121.2	125.3	129.5	137.8	144.4
	(2)	121.2	125.3	129.5	137.8	144.4
G.B.	(1)	131	141	151	160	165
	(2)	112	124	131	141	152
FRANCE	(1)	125.7	133	134.4	141.5	145.5
	(2)	112	118	132	154	175
ALLEMAGNE	(1)	104.1	105.8	106.8	106.5	107
	(2)	114	121	133	150	176
JAPON	(1)	111.1	111.6	109.6	111.3	114.7
	(2)	111	118	130	150	154

Sources: GATT, Le commerce international en 1971
FMI, International Financial Statistics
OCDE, Principaux indicateurs économiques

Le résultat a été, comme le montre le tableau 13, de donner un coup de

TABLEAU 13. CROISSANCE ANNUELLE DU VOLUME DES EXPORTATIONS
(en % par rapport à l'année précédente)

	1968	1969	1970	1971	1972	I/73	II/73
U.S.A.	8.0	6.3	8.0	-1.2	9.3	20	28.8
G.B.	14.2	10.8	2.7	6.1	1.5	14	14
FRANCE	12.7	15.9	14.9	8.6	14.3	12.8	9.2
ALLEMAGNE	16.0	12.1	8.5	6.7	8.6	18.6	17.5
JAPON	24.1	18.0	14.5	17.5	5.5	9	9

Sources: FMI, Annual Report, 1973
FMI, International Financial Statistics

fouet aux exportations américaines en 1972 et surtout en 1973, et de ralentir l'expansion commerciale du Japon ces deux mêmes années ; quant aux exportations allemandes, après un léger ralentissement de leur croissance en 1971, elles paraissent avoir repris de plus belle en 1973. La balance commerciale du Japon connaîtra donc en 1973, un excédent nettement plus faible que les années précédentes, alors que les Etats-Unis espèrent rééquilibrer la leur.

Faut-il en conclure que le coup de poing américain a réussi à stabiliser les parts de marché et à rétablir l'équilibre commercial entre les nations ? En fait, si l'expansion commerciale du Japon est contenue (ce qui, comme nous le montrerons plus loin, ne peut être que *provisoire*), cela ne fera que porter les antagonismes à un niveau supérieur. Bloqué en partie dans ses exportations de marchandises, l'impérialisme japonais n'a d'autre solution, pour employer son capital excédentaire, que de l'exporter à un rythme encore plus rapide : il est prévu que ses investissements à l'étranger feront en 1973 un nouveau bond par rapport aux années précédentes. Comme l'écrivait un journal japonais :

« Le Japon est maintenant pourvu de capacités de production, de technologies et de capitaux surabondants. Mais l'ennui est qu'il ne peut transformer tous ces biens excédentaires en exportations à cause de l'opposition aiguë qui croît parmi les nations envers les exportations agressives du Japon (...). Le Japon suit maintenant le processus suivi depuis longtemps par ses rivaux occidentaux : l'utilisation des vastes ressources naturelles et de la force de travail à bon marché des pays sous-développés et la vente des produits sur les marchés internationaux » (*The Oriental Economist*, Juin 1972).

Bien loin de mener à une accalmie de la guerre économique, la pression commerciale sur le Japon signifie donc en fait l'intensification de la lutte sur un autre champ de bataille. En remportant apparemment une victoire *commerciale* sur ses concurrents, l'impérialisme américain les a d'ailleurs aidés à se forger de nouvelles armes *financières*. En effet, si le dollar est dévalué par rapport au yen et au mark, ceux-ci sont... *réévalués* par rapport aux autres monnaies, ce qui signifie que leur *pouvoir d'achat* est augmenté. Les capitaux allemands et japonais peuvent donc acheter *plus facilement* des actifs à l'étranger, ce qui renforce d'autant leur puissance financière, et la domination impérialiste qu'ils recommencent à exercer au détriment de leurs concurrents plus faibles et des petites nations placées par vocation historico-géographique dans leur orbite économique.

Pas plus donc que le brigandage ne s'affaiblit lorsque augmente le nombre des brigands, les tribulations de l'impérialisme américain (et de son complice russe) ne signifient l'affaiblissement ou la régression de la domination impérialiste *en général*. Bien au contraire, la remise en cause du monopole de l'impérialisme américain dans le monde « libre » ne peut signifier, parallèlement au développement des antagonismes inter-impérialistes, que l'aggravation de la pression exercée sur les nations plus faibles par le despote cherchant à préserver ses positions d'une part, ses jeunes concurrents cherchant à les conquérir de l'autre.

En attendant de mener un jour à la crise ou à la guerre *tout court*, la guerre économique généralisée a mis en émoi les classes dominantes. Les plus ardents avocats du régime bourgeois se sont mis à sonner le glas avec une obstination qui constitue la meilleure confirmation du *catastrophisme* marxiste : « Craignons la reconstitution du cycle infernal des années 1931-1933 », avertit

régulièrement M. Rueff ; « Pourra-t-on stopper à temps... les forces qui semblent pousser sans relâche le monde vers un gigantesque désastre économique international ? » se demandait avec angoisse, il y a quelques mois l'éditorialiste du *Financial Times* (3/7/73).

La multiplication soudaine des conférences et négociations commerciales et monétaires (mais combien y en a-t-il eu, de ces conférences, entre 1919 et 1929 ? !) ne peut masquer l'indigence de l'unique « solution » pacifique que la pensée bourgeoise ait été capable d'élaborer : le partage négocié des marchés, accompagné de la stabilisation du moyen de paiement universel par la mise sur pied d'un nouveau système monétaire. Il est inutile d'entrer dans le détail des mesures de technique commerciale et monétaire avancées par les divers protagonistes pour démontrer — comme du reste l'histoire s'en est déjà amplement chargée — qu'une telle solution n'est qu'un *rêve impossible*.

Les données rappelées précédemment ont montré que depuis le second conflit impérialiste, les parts de marché mondial des vieux impérialismes américain et anglais, ont été régulièrement grignotées, au profit des capitalismes allemand et japonais rajeunis par les destructions (voir tableau 6) ; cette modification progressive des rapports de force économiques est due à l'inégalité de développement des divers protagonistes en présence, qui s'exprime dans des rythmes d'accumulation et de croissance de la productivité inégaux, dont la cause fondamentale réside dans la différence d'âge des divers capitalismes nationaux. Toute répartition, de fait ou négociée, des marchés, ne peut être déterminée que par les puissances respectives des divers capitalismes en présence : elle doit inéluctablement être remise en cause dès que le dynamisme économique de certains d'entre eux aura modifié leurs rapports. Les expédients protectionnistes peuvent éventuellement retarder l'échéance du partage, mais seulement pour le rendre plus brutal. Une répartition *durable* des marchés ne pourrait exister que si les rapports de force inter-impérialistes étaient infiniment stables, c'est-à-dire si tous les rivaux en présence accumulaient le capital et développaient la production de marchandises et la productivité du travail au *même rythme*. Une telle hypothèse, qui ne fait que transposer aux rapports entre les Etats, l'abstraction *égalitaire* engendrée par les rapports marchands, ne peut exister que dans les rêves petits-bourgeois, et non dans la réalité impérialiste, dont l'examen montre que toutes les tentatives d'équilibre sont destinées à être brisées par le dynamisme des puissances montantes.

En particulier, le capitalisme japonais est loin d'avoir fini de jouer les trouble fête sur le marché mondial. Les chiffres rassemblés dans les tableaux précédents ont déjà montré que ce pays avait les taux d'accumulation et de progression de la productivité les plus élevés, et que le rythme de croissance

de ses exportations de marchandises et de capitaux dépassait également tous les autres. Son produit national brut dépasse cependant à peine celui de l'Allemagne, pour une population active près de deux fois supérieure, et ses exportations ne représentent encore que les 5/8 environ des exportations allemandes. Alors qu'elles représentent 18 % du P.N.B. pour l'Allemagne, 16 % pour la Grande-Bretagne, les exportations du Japon ne représentent encore que 10,7 % de son P.N.B., soit moins que l'Italie ou la France (tableau 14). Or la

TABLEAU 14. POPULATION ACTIVE, P.N.B., EXPORTATIONS, EN 1971

	U.S.A.	G.B.	FRANCE	ALLEM.	JAPON
(1) Population active (millions)	86.9	25.4	21.5	27.3	51.8
(2) Produit National Brut (milliards de \$)	1069	136	163	217	225
(3) Exportations (milliards de \$)	43.5	22.4	20.4	39.0	24.0
(4) Rapport $\frac{\text{exportations}}{\text{Produit National Brut}}$	4.1%	16.4%	12.5%	18%	10.7%

Sources: ligne (1) : OCDE, Labour Force Statistics 1960-71, Paris 1973 ;
 ligne (2) : OCDE, Principaux indicateurs économiques
 ligne (3) : ONU, Bulletin mensuel de statistiques

situation géographique du Japon le met dans une position comparable à bien des égards à celle de la Grande-Bretagne ; sa pauvreté en ressources naturelles, qui l'oblige à importer les 9/10 des matières premières qu'il consomme, le contraint du même coup à exporter beaucoup pour payer toutes ces importations. Le puissant aiguillon constitué par ces conditions naturelles, auquel s'ajoute une forte centralisation industrielle, financière et commerciale, ainsi que la « réserve de puissance » que constitue son importante population active (les 5/8 de celle des Etats-Unis), « condamnent » les exportations japonaises à continuer à croître plus rapidement que celles de leurs concurrents. Il en est de même, quoique de manière beaucoup plus atténuée, pour l'Allemagne, dont la percée sur le marché mondial après la seconde guerre impérialiste est plus ancienne, et s'effectue maintenant à un rythme plus lent. Ces deux pays doivent donc continuer à augmenter leur part de marché mondial, ce qui ruine toute possibilité de partage négocié et durable.

Pour les mêmes raisons, tous les projets d'instauration d'un système monétaire international *stable* relèvent de l'utopie pure et simple. A quoi sont dus en effet les changements incessants des parités monétaires ? En apparence, à des manipulations effectuées par les Etats en difficulté pour éviter la faillite commerciale. Mais en réalité, les difficultés commerciales des uns, de même que les succès des autres, ne sont que la sanction de la différence des rythmes de croissance de la productivité, des taux d'accumulation et des taux de plus-value des diverses économies nationales, autrement dit de *l'inéga-*

lité des rythmes de développement. Lorsqu'un Etat dévalue sa monnaie, il adoucit ou même contrecarre temporairement les effets de ce développement inégal, en abaissant grâce à une manipulation monétaire le prix de ses marchandises sur le marché mondial : il n'empêche que les causes de l'inégalité de développement, qui ne sont pas d'ordre monétaire, mais tiennent à l'histoire et à l'essence même du mode de production capitaliste, subsistent. Autrement dit, les dévaluations du dollar par rapport aux monnaies des principaux concurrents commerciaux des U.S.A. n'empêcheront pas les taux d'accumulation et la productivité du travail social de croître plus vite au Japon ou en Allemagne occidentale qu'aux Etats-Unis. Pour le moment, ces dévaluations donnent un avantage incontestable aux marchandises américaines : mais toutes choses égales par ailleurs, cet avantage ne pourra durer que... jusqu'à ce que les gains de productivité plus rapides des capitaux concurrents — c'est-à-dire la plus-value relative qu'ils extorquent à leur classe ouvrière — l'aient de nouveau grignoté, et que les mêmes causes entraînent les mêmes effets.

Pour contrebalancer les causes réelles de ses difficultés commerciales de 1970-72, l'impérialisme américain devrait accélérer brutalement le rythme auquel il accumule le capital. Mais ce taux d'accumulation n'est pas modifiable à volonté, car il est lui-même un produit historique : sa faiblesse relative est le résultat d'un cycle du capitalisme américain (semblable, toutes proportions gardées, à celui que l'impérialisme britannique a parcouru jusqu'au bout), tenant d'une part à son ancienneté (et donc aux énormes quantités de capital fixe déjà accumulées) et de l'autre à son évolution de plus en plus marquée, d'une position de despote du marché mondial, vers une situation d'impérialisme financier parasitaire exploitant, grâce à ses investissements à l'étranger et à ses exportations de capitaux en général, la planète entière. Les revenus des exportations de capitaux américaines sont en effet depuis quelques années supérieurs à ces exportations elles-mêmes (et bien supérieurs en tout cas au déficit commercial) : en 1971, ils dépassaient 16 milliards de dollars).

Une brutale modification du rythme d'accumulation du capital US, qui impliquerait non seulement une pression accrue sur l'ensemble de la classe ouvrière, mais un bouleversement pour toutes les couches de la société américaine profitant de l'impérialisme, ne serait concevable qu'en cas de difficultés économiques graves résultant d'une pression conjointe du marché mondial et des impérialismes concurrents de l'impérialisme américain remettant en cause sa domination financière et les ressources qu'elle lui procure. C'est pour l'éviter que les Etats-Unis tout en jouant la carte de l'ouverture de nouveaux marchés à l'Est, défendent avec acharnement l'un des instruments essentiels de leur parasitisme financier : le statut mondial du dollar.

En imposant le dollar à ses concurrents comme monnaie mondiale grâce à la suppression de sa convertibilité en or, l'impérialisme américain peut continuer à investir à l'étranger quelles que soient les situations de sa balance commerciale et de sa balance des paiements. Les vieux impérialismes européens (qui jouissent du même privilège sur une échelle réduite dans la zone franc et la zone sterling — mais se gardent bien de le rappeler) ont largement profité de la domination financière yankee hors de l'Europe, grâce aux

importants placements (investissements de portefeuille) qu'ils ont effectués dans les sociétés américaines : le tableau 15 montre en effet que les placements de capitaux européens aux Etats-Unis (investissements directs + investissements de portefeuille) sont *supérieurs* aux placements de capitaux US en Europe, mais avec une structure très usuaire caractéristique des « tondeurs de coupons », à l'inverse des placements américains qui consistent surtout en investissements directs. Tant que la toute-puissance du dollar leur servait à toucher une partie des dividendes de la domination yankee sur l'Amérique latine et les pays arriérés en général, les vieux impérialismes européens n'ont rien trouvé à y redire ; à partir du moment où l'impérialisme américain a commencé, dans les années soixante, à investir massivement en Europe en rachetant sur une large échelle leurs actifs « nationaux », ils ont brusquement découvert « l'impérialisme du dollar ». C'est pourquoi les concurrents des USA voudraient bien voir le dollar redevenir convertible en or, c'est-à-dire reprendre le statut d'une monnaie nationale ordinaire sans aucun privilège particulier. — et surtout pas celui d'acheter sans aucune limitation leurs entreprises ; l'impérialisme US cherche au contraire à maintenir le cours forcé du dollar comme monnaie mondiale, et donc à démonétiser l'or. Telle est la base matérielle des affrontements portant sur la monnaie mondiale et le rôle du dollar, que la « science » économique bourgeoise est chargée de travestir des derniers oripeaux « doctrinaux » à la mode.

TABLEAU 15. INVESTISSEMENTS U.S. EN EUROPE OCCIDENTALE
ET INVESTISSEMENTS EUROPEENS AUX U.S.A. (1971)

(chiffres en millions de dollars)

	Investissements U.S. en Europe	Investissements européens aux U.S.A.
Investissements directs	27 621	10 077
Investissements de portefeuille	3 340	21 506
TOTAL	30 961	31 583

Source: US Dept. of Commerce, Survey of Current Business, Octobre 1972.

Du haut de son ignorance et de sa sottise congénitales, le philistin petit-bourgeois ne se prive pas, dans ses jours de bonne humeur, de qualifier les marxistes d'utopistes et de rêveurs. Le simple rappel des données économiques les plus *concrètes* auquel nous avons procédé suffit à montrer que le rêve est du côté de ceux qui, à Washington, à Paris ou à Moscou — pour ne rien dire de Pékin qui vient de demander son admission... au Fonds Monétaire International ! — espèrent, en réunissant des conférences ou en inventant des systèmes, stabiliser le cours chaotique et antagonique de l'économie capitaliste. Avoir des excédents commerciaux pour tous en même temps, sans que personne soit en déficit ; partager de manière stable les marchés... tout en volant sans cesse des marchés aux concurrents ; résister à la concurrence des capitalismes

plus jeunes et plus productifs... tout en conservant des parités monétaires stables ; assurer la liberté de circulation des capitaux ...mais sans qu'il y ait de mouvements spéculatifs ; trouver une monnaie mondiale qui permette des rapports « justes » et « équitables »... entre les brigands impérialistes, ainsi qu'entre ces derniers et leurs victimes ; accumuler sans relâche et produire sans engendrer d'affrontements inter-impérialistes ; en somme pousser à son paroxysme le développement des catégories marchandes sans crouler sous les antagonismes inéluctablement déchaînés par ce développement : tels sont les mythes inlassablement poursuivis par l'idéologie petite-bourgeoise.

Mais dans la réalité, les rapports entre nations capitalistes n'ont jamais été placés sous le signe du *développement harmonieux* de la production et des échanges, mais, selon l'expression même de Lénine, sous celui de *l'anarchie capitaliste* et du *développement inégal*. Le partage des marchés et des zones d'influence économique et financière (puis politique et militaire) entre les principaux Etats impérialistes ne peut être fondé que sur le rapport de leurs forces respectives à un moment donné. Le développement *dans l'harmonie* exigerait qu'un tel partage reste stable, c'est-à-dire que les puissances économiques des différents Etats en présence croissent à la même allure (puisque'il serait contraire à l'essence même du capitalisme qu'elles restent *stagnantes* ou *décroissent* comme le voulaient les théories stalinienne). Cela reviendrait à exiger que les différentes économies nationales accumulent au même rythme et soient gouvernées par le même taux de croissance de la productivité et la même progression du taux de plus-value ; autrement dit, qu'elles soient nées et se soient développées au même moment, dans des conditions historiques et naturelles similaires. Une telle hypothèse le dispute en stupidité au postulat petit-bourgeois de *l'égalité des nations*. L'histoire, la géographie, les conditions matérielles et démographiques, les ressources naturelles, la résistance des anciennes formes de production, la détermination historique des couches porteuses des formes nouvelles, le degré de développement du marché mondial, etc..., font que les nations capitalistes ne peuvent ni naître égales, ni se développer partout et toujours au même rythme. Leurs rapports ne sont pas régis par la devise idéalisée des échanges marchands : « liberté - égalité », mais par leurs forces respectives réelles qui, à l'échelle de l'histoire, se modifient sans cesse. C'est pourquoi tout partage capitaliste est marqué du sceau du provisoire, et tout équilibre destiné à s'effondrer tôt ou tard, et d'autant plus violemment qu'il aura réussi à persister plus longtemps contre des forces antagoniques. C'est pourquoi le développement de la production et des échanges entre nations capitalistes ne garantit pas la paix, mais mène au contraire, lentement mais sûrement, à la guerre entre Etats, qui utilisent les prolétaires comme chair à canons après les avoir utilisés comme chair à machines. C'est pourquoi le programme communiste prévoit l'anéantissement et l'extirpation de toutes les catégories marchandes : échange, marchandise, valeur, monnaie, salariat, dont l'épanouissement, en engendrant l'exploitation, l'accumulation, la concurrence, le chômage, la misère, la crise et la guerre, doit inéluctablement ramener sur le devant de la scène historique la classe qui en est victime, et que l'histoire a chargée d'exécuter la sentence prononcée contre le mode de production capitaliste.

NOTE DE LECTURE

Les lauriers de la social-démocratie autrichienne

Si l'opportunisme a été vigoureusement dénoncé lors du premier conflit mondial, la social-démocratie autrichienne a, dans une certaine mesure, injustement bénéficié de circonstances atténuantes. Elle n'avait eu ni son Noske ni son Scheidemann, et aussi bien sa politique au jour le jour que la pesante recherche scientifique de l'austro-marxisme semblaient auréolées d'une douce *Gemütlichkeit*. D'autre part, après le démembrement de l'empire des Habsbourg, l'Autriche était devenue *périphérique* aussi bien par rapport à la volcanique Allemagne prolétarienne que par rapport à l'aire prolétarienne et paysanne en ébullition du bassin danubien et des Balkans : elle n'était ou plutôt ne semblait plus être un centre névralgique du mouvement ouvrier. Si à Vienne, la répression social-démocratique à l'allemande n'avait pas été nécessaire dans l'immédiat après-guerre, c'est uniquement parce que les grandes masses paysannes et spécialement montagnardes avalent fait contrepoids aux ouvriers des centres industriels, certes importants et agités, mais dispersés dans un pays qui venait de perdre brusquement d'importants territoires. Au contraire, en Allemagne, le passage de l'Etat multi-national à la république purement allemande s'était fait sans heurt, grâce à une œuvre subtile, mais efficace de conciliation et de négociations entre la direction de la social-démocratie et le gouvernement chancelant des Habsbourg. Pour sa part, l'austro-marxisme n'avait jamais rien été de plus qu'une officine annexe de la « Neue Zeit » de Kautsky. Peut-être plus fertile en inventions, elle lui était toujours restée subordonnée, tout comme l'audace innovatrice des petites entreprises gravitant autour de la grande industrie automobile les laisse dans une dépendance servile à l'égard de celle-ci, à laquelle elles donnent oxygène et lustre. Ce n'est pas un hasard si l'initiative de la II^e Internationale 1/2 viendra de l'austro-marxisme.

Dans *Ma Vie*, Trotsky fait une description vivante du philistinisme régnant dans la social-démocratie autrichienne d'avant la première guerre, plongée dans la routine parlementaire et même para-gouvernementale et fondamentalement fidèle à l'Empire multi-national à prédominance allemande, creuset involontaire de l'internationalisme, mais gravement penchée sur les textes sacrés d'un marxisme réduit à l'état d'un bréviaire « scientifique » servant à l'étude en laboratoire du cours *objectif*

des faits historiques. De même, la correspondance entre Adler et Kautsky pendant la guerre montre sur le vif que, sans avoir les casse-tête de leurs compères berlinois aux prises avec « ces chenapans de Rosa et de Karl », les sociaux-démocrates viennois connaissaient tout aussi bien qu'eux l'art d'ouvrir la voie à des solutions « moins violentes » des contrastes sociaux, et auraient pu leur en remontrer en la matière, habiles qu'ils étaient à dissimuler une pratique de droite et même d'extrême-droite derrière une défroque centriste. De la Spree au Danube, ces compères se comprenaient à demi-mot, mais ceux de la monarchie austro-hongroise, puis de la république autrichienne, avaient sur les autres l'avantage d'avoir longuement fréquenté les antichambres du pouvoir sans être encombrés comme Kautsky et les siens d'une réputation d'orthodoxie théorique et programmatique, avec la même bonhomie que les experts et les professeurs de l'austro-marxisme qui fréquentaient les somptueux et tolérants cafés viennois. En somme, ils avaient sur les Allemands le double avantage d'une expérience consommée des manœuvres de couloir et du train-train de la politique intérieure en même temps que d'une division du travail plus nette entre « politiciens » et « théoriciens », pour la plus grande tranquillité du gouvernement.

Une étude de Roman Rosdolsky (1) présentant des documents d'archives lève la voile sur le rôle sinon sanglant, du moins criminel de la social-démocratie autrichienne lors de la puissante grève de janvier 1918. Déclenchée le 14 dans les faubourgs industriels de Vienne, elle avait été comme un éclair dans un ciel serein. Ayant rapidement gagné tout l'Empire, elle fut brisée le 22 par l'intervention directe du Parti socialiste, mais, localement, l'agitation se poursuivit jusque dans les derniers jours du mois, c'est-à-dire peu de temps avant la grande grève générale de février en Allemagne et au moment du début des pourparlers de paix à Brest-Litowsk. Elle eut donc lieu dans une situation internationale riche de promesses de classe et de foyers insurrectionnels, surtout en Europe centrale.

L'Autriche était alors dans « une situation alimentaire désespérée » pour reprendre l'expression du favori des sociaux-démocrates, le ministre des Affaires étrangères Czernin, dans son télégramme du 20 décembre 1917 à l'empereur Charles. Il était donc urgent de terminer la guerre à l'Est, et c'est bien cette heureuse conclusion qu'on attendait des pourparlers de Brest-Litowsk. Le 17 janvier, Charles de Habsbourg télégraphiait au même ministre : « Tout le destin de la monarchie et de la dynastie dépend de la conclusion la plus rapide possible de la paix... Si la paix n'est pas faite, ici ce sera *la révolution* ». Les troupes donnaient clairement des signes de fatigue et d'inquiétude. Les nationalités de la Double Monarchie avaient commencé à s'agiter, et les yeux des ouvriers, déjà éveillés du sommeil de la paix sociale par l'Octobre russe, se tournaient irrésistiblement vers la salle de réunion de Brest que « l'attachement don-quistottesque de Trotsky (2) aux prin-

1) Die revolutionäre Situation in Oesterreich im Jahre 1918 und die Politik der Sozialdemokraten (Der Oesterreichische Jännerstreik 1918) in Studien über revolutionäre Taktik, Berlin, Archiv-Gruppe, 1973, pp. 119-174.

2) Adler ne s'était pas attendu de la part de Trotsky à une guerre d'usure obstinée à la table des négociations, ni au lancement d'ardents appels au prolétariat mondial par-dessus la tête des généraux et des diplomates. Dans ses Mémoires, le comte Czernin écrit : « Lors de mon départ pour Brest, Adler me dit à Vienne : « Vous vous entendrez certainement très bien avec Trotsky... » et quand je lui demandai la raison de cette opinion, il me répondit : « Eh bien, vous et moi, Excellence, nous nous entendons assez bien, non ? ». Ainsi, à un mois de la grève de janvier, Adler voyait dans le futur organisateur de l'Armée rouge une espèce de parlementaire et de conseiller gouvernemental de son propre acabit ! Quelle ne fut pas sa déception ! La phrase sur « l'attachement donquistottesque aux principes » (Prinzipienreiterei) fut prononcée par Adler au cours d'un colloque officieux avec un haut-fonctionnaire des Habsbourg, le 18 janvier 1918, sur le ton de la plus vive réprobation pour l'attitude méprisante du Commissaire du Peuple à Brest.

cipes », comme disait V. Adler, transformait en tribune révolutionnaire pour le prolétariat mondial. A tel point que le « pacifiste » Czernin avait pu lancer l'avertissement suivant : « Si les choses continuent comme actuellement, nous assisterons sous peu à des situations qui ne le céderont en rien à celle de la Russie ».

Sur le front, le secteur austro-hongrois était depuis quelques mois le moins sûr, et la classe dominante avait peur. Que « la révolution » ait ou non été aux portes, le fait est qu'à l'annonce d'une diminution de la ration de farine, les ouvriers de Vienne-Neustadt s'étaient mis unanimement en grève, le 14 janvier 1918, rompant pour la première fois depuis le début de la guerre avec la « paix sociale ». S'étendant « d'usine en usine et de localité en localité », le mouvement avait gagné la capitale le 16, la Haute-Autriche et la Styrie les 17 et 18, et le 18 également la Hongrie elle-même. Malgré les accusations posthumes des sociaux-démocrates autrichiens à la recherche d'un bouc émissaire, elle s'étendit également à la Bohême, dans les régions voisines des districts allemands. Cinq ans plus tard, pour démontrer que tout cela n'avait été qu'une... grande illusion, Otto Bauer écrira : « La masse énorme des grévistes, la passion révolutionnaire violente qui régnait dans les assemblées ouvrières, l'élection des premiers conseils (conseils d'ouvriers, mais aussi de soldats), tout cela donna au mouvement un caractère révolutionnaire grandiose », éveillant dans le prolétariat « l'espoir de pouvoir transformer directement ce mouvement en révolution, et d'imposer la conclusion de la paix ».

Un mouvement d'une telle ampleur, dans lequel les ouvriers ne se contentaient pas de demander du pain, mais voulaient la paix, et ne cédèrent pas avant le 22 janvier, aurait dû susciter immédiatement une violente réaction du gouvernement, puisqu'on était en pleine guerre sur le front occidental et engagés dans des tractations délicates à l'Est. Pourtant, rien ne bougea en haut lieu. La raison n'en est pas seulement que, surtout dans la capitale, les forces disponibles pour la répression étaient insuffisantes et peu sûres (3). Elle réside essentiellement dans le fait que le « dispositif politique » qui devait permettre à la social-démocratie d'entrer en scène comme facteur de conciliation et de sabotage entra immédiatement en action. Même aux yeux de Czernin (qu'à sa grande fureur, les premières nouvelles avaient mis dans l'embarras à la table des négociations avec les bolcheviks), cela suffit à justifier l'apparente passivité du gouvernement, une « passivité » qui annonce celle de Giolitti pendant l'occupation des usines en Italie en septembre 1920, mais qui surprend l'historien non averti, parce qu'elle se manifeste en pleine guerre, en Autriche.

La raison de cette passivité est pourtant très simple : tout comme l'Etat-Major et le gouvernement berlinois pendant la grève générale du mois de février suivant, le gouvernement de Sa Majesté impériale et royale sait pouvoir compter sur les bons offices de chiens de garde bien autrement fidèles que les détachements de gendarmerie, et bien autrement efficaces que ceux de l'armée : les sociaux-démocrates autrichiens.

3) Rappelant les événements des 14-22 janvier dans une réunion avec le gouvernement qui eut lieu le 28 du même mois, le gouverneur de Vienne note : « Nous n'avions aucun moyen d'intervenir énergiquement avec quelque chance de succès. Pour maintenir l'ordre et réprimer d'éventuels soulèvements, il aurait fallu 10.000 hommes, et nous ne les avions pas ; on disait par contre que les ouvriers avaient beaucoup d'armes et entraient librement à l'arsenal ». Quant à l'humeur des troupes, les mutineries de régiments entiers de Slovènes, de Serbes, de Tchèques et de Magyars (généralement les plus « fidèles » dans des opérations de ce genre), ainsi que la grève qui finit par éclater dans les arsenaux, en témoignent avec éloquence.

Laissons la parole aux documents publics et secrets. Prise de court par une grève aussi déplorable qu'imprévue à ses yeux, la direction du P.S.A. attend jusqu'au 16 janvier pour lancer un manifeste. Elle y déclare que « le peuple ne veut pas continuer la guerre contre la Russie (ainsi, seule la guerre à l'Est aurait été haïssable !) pour permettre à l'Empereur d'Autriche d'être élu roi de Pologne (c'était là, il est vrai, un des buts des diplomates autrichiens à Brest, dont les ouvriers se désintéressaient totalement) ou au roi de Prusse de disposer économiquement et militairement de la Courlande et de la Lithuanie ». Elle y exhorte les ouvriers à se battre « pour la fin la plus rapide possible de la guerre ! Pour une paix sans conquêtes ouvertes ou secrètes ! Pour la paix sur la base d'un droit non adultéré des peuples à l'auto-détermination ! »

Tout cela n'avait rien de nouveau ni d'original, même dans les milieux bourgeois (que l'on pense à la motion d'Erzberger en été 1917 en Allemagne). Cela concordait parfaitement avec les mots d'ordre des Indépendants allemands ou avec les 14 points de Wilson, mais, en pleine guerre, cela paraissait « audacieux ». Pourtant, la censure ne broncha pas. Cinq ans plus tard, Otto Bauer feindra d'y voir la preuve qu'« un profond changement » s'était produit dans les sphères gouvernementales, « contraintes » de laisser passer ce qui, normalement, aurait dû tomber sous le coup de la censure. Cette prétendue faiblesse n'était en réalité que la conscience de la force que la bourgeoisie pouvait puiser non tant en elle-même que chez ses serviteurs et sbires sociaux-démocratiques.

La preuve en est que le soir précédent, la direction socialiste avait prévenu le gouvernement soit du lancement du manifeste, soit de son ton apparemment « belliqueux » et l'avait invité à fermer les yeux, pour cette fois, c'est-à-dire à payer « le prix pour l'action des chefs de la social-démocratie sur le mouvement de grève ». En somme, les pontes du socialisme autrichien avaient passé par téléphone un marché du genre suivant avec les gouvernants : faites-nous des « promesses » et nous veillerons à ce que le mouvement piétine sur place, puis recule et enfin s'éteigne.

Les « promesses », c'est l'organe central du parti lui-même, l'*Arbeiterzeitung* du 17 janvier, qui les formule pour le compte du gouvernement, bien qu'il les présente comme des « conditions » : « La représentation du parti estime possible de tranquilliser la classe ouvrière à condition que : 1° Le gouvernement puisse donner l'assurance formelle et apaisante (pour ces honnêtes fonctionnaires des Habsbourg, une « assurance » suffit) qu'il ne fera pas échec au succès des négociations de paix de Brest-Litowsk par des revendications territoriales ; qu'il balaiera les obstacles à la conclusion de la paix en reconnaissant sans restrictions le droit des territoires contestés à l'auto-détermination démocratique ; qu'il tiendra les hommes de confiance de la classe ouvrière au courant de l'état et du développement des négociations, et qu'il ne leur refusera l'influence qui leur revient de droit sur leur déroulement (la « cogestion » de la paix, en somme !) ; 2° Réorganisera totalement les services du ravitaillement ; ; 3° S'engagera à démocratiser les représentations municipales... ; 4° Lèvera l'état de privation de droits dans lequel la militarisation des entreprises a mis les ouvriers... « et sans attendre » l'accomplissement (même partiel) de ces promesses », le Parti donne un premier échantillon de son « action sur le mouvement de grève » en lançant aux ouvriers de toutes les industries alimentaires, des mines, des chemins de fer, des trams et des autres moyens de transport, de l'électricité et du gaz, l'appel urgent à ne pas arrêter le travail, dans l'intérêt de la population en général, et aux grévistes celui de « maintenir l'ordre et le calme, et d'éviter toute bataille de rues qui ne pourrait causer que des sacrifices inutiles ».

Ce n'était, bien entendu, qu'un début. Le 18, alors que les ouvriers de Budapest se mettent, eux aussi, en grève, quatre représentants de la direction socialiste se rendent chez le ministre des Affaires étrangères où, fidèle aux ordres de ce

dernier, alors à Brest (4), le chef de cabinet, le baron Flotow, les a invités à un entretien. Dans son cynisme, le compte rendu télégraphique qu'en fait son Excellence est pittoresque : on l'y voit recevoir les députés Adler, Seitz, Ellenbogen et Renner (futur président de la République), en appeler « à leur discrétion » et en obtenir la promesse de « garder le secret ». V. Adler rompt la glace en s'enquérant « de la santé de S.E. comme d'un fait intéressant non une personne, mais tout le peuple ». Il la prie de communiquer à Czernin qu'ils « ont déjà fait et feront tout leur possible pour calmer les ouvriers, mais que seule une nouvelle vraiment positive en provenance de Brest pourrait sauver la situation ». Seitz renchérit de son côté : « Ils peuvent faire patienter les gens (les grévistes) pendant quatre ou cinq jours, mais *pas plus* », télégraphie Flotow. « Ils ont besoin d'une nouvelle contenant quelque chose de positif, par exemple au moins le fait qu'à Brest, on s'est mis d'accord sur quelque chose, que quelques clauses ont été signées ; si ces quatre ou cinq jours devaient rester infructueux, *nous nous trouverions tous placés devant le même danger.* » (Voilà qui était parler clairement : le « danger » était le même pour la direction socialiste et pour le gouvernement impérial !). Après cela, Adler reprend la parole : « Son Excellence (Czernin) n'a pas besoin qu'on lui fasse confiance par avance ; la confiance dont elle jouit déjà dépasse celle qu'a jamais possédée n'importe quel ministre autrichien... La seule, l'unique chose que je voudrais exprimer est le désir que le « comte Czernin se reste fidèle à lui-même et ne s'écarte pas des directives qui lui ont assuré jusqu'ici notre assentiment ». S. E. poursuit en disant qu'« il ne suffit pas que les dirigeants socialistes se rendent auprès des grévistes et les assurent qu'ils ont reçu des apaisements ; là-bas (dans la tanière des brigands, en somme !), il est nécessaire de citer *des faits* capables d'agir sur les masses ; et aujourd'hui, seule une nouvelle positive en provenance de Brest ou l'assurance que les pourparlers n'échoueront pas à cause de la Pologne peut avoir de l'effet... *Le mouvement a éclaté sans que les dirigeants socialistes y puissent rien, et ils se sont efforcés de maintenir l'ordre. Aujourd'hui (exclamation du député Seitz), ils ont accompli un effort surhumain pour empêcher les cheminots et les ouvriers de l'industrie lourde de s'insurger.* Ils ont fixé un programme en quatre points [ceux qui ont été cités plus haut] pour donner au mouvement un but tangible, dans l'espoir qu'une fois ce but atteint, il soit possible de convaincre les ouvriers de reprendre le travail. Certes, ils ne sont pas assurés du succès. Les gens veulent la paix ». Flotow ayant objecté que, s'il s'agissait de manifester pour la paix, il aurait mieux valu le faire quand la possibilité d'un accord semblait encore lointaine, parce qu'alors la manifestation aurait eu un sens, les quatre députés socialistes répondirent que « si la manifestation avait eu lieu plus tôt, il aurait été *trop tard* ; par ailleurs, elle avait éclaté sans leur intervention... C'était déjà une chance que l'insurrection [« *Aufstand* »] ne concerne que la Basse-Autriche et les régions alpines et épargne la Bohême-Moravie ».

Détail significatif du fond irrémédiablement chauvin de la social-démocratie, « le député Adler repousse *avec incrédulité* l'observation de Seitz sur la nouvelle d'une agitation à Brno »... : — les Tchèques ? Peuh ! Ces gens-là ne bougeront jamais ! s'exclame-t-il. Enfin, ils discutent « de la façon la plus courtoise » sur les conditions d'évacuation des territoires occupés, déplorant, selon la phrase plus haut citée, « l'attachement don-quistottesque de Trotsky aux principes ».

4) La veille, Czernin avait télégraphié de Brest : « Veuillez convoquer immédiatement les chefs de la social-démocratie, si possible Adler, Ellenbogen, Renner et Seitz, et leur dire en mon nom ce qui suit : Je suis fermement décidé à conclure la paix avec la Russie et j'y réussirai si on ne me poignarde pas dans le dos. La difficulté réside non seulement dans les prétentions allemandes qui sont notoires, mais dans le fait que les Ukrainiens avaient revendiqué un morceau de la Galicie et qu'ils n'ont renoncé qu'hier à cette revendication. La voie d'un accord avec l'Ukraine est donc ouverte et j'espère un prompt succès. Les exigences allemandes n'empêcheront pas, en définitive, de s'entendre avec Pétersbourg. J'ai un projet et je demande qu'on me fasse confiance. Que V. E. fasse tous ses efforts pour persuader les chefs socialistes d'agir dans le sens d'un apaisement. Répondez par télégramme sur l'effet de Votre démarche ».

Les quatre députés avaient demandé « *des faits* ». Les « faits » arrivèrent avec une parfaite ponctualité dès le lendemain, le 19, sous forme d'une déclaration du comte Czernin à une délégation du Conseil ouvrier constitué depuis peu à Vienne. Otto Bauer écrit que cette déclaration contenait l'engagement solennel à « ne pas laisser les négociations échouer sur des questions territoriales, à ne pas revendiquer de territoires aux dépens de la Russie et à reconnaître inconditionnellement le droit de la Pologne à l'auto-détermination ». L'humanitaire, le conciliant ministre des Affaires étrangères n'a même pas eu la peine de rédiger cette déclaration, puisque, comme le comte Demblin l'a télégraphié à Brest au nom de Sa Majesté l'Empereur, « le gouvernement et les dirigeants ouvriers ont convenu ensemble que le président des ministres remettrait à ces derniers une déclaration apaisante sur la question de la paix, en échange de quoi ils s'engagent à arrêter le mouvement. *Sur la proposition des dirigeants ouvriers, cette déclaration qui doit être faite au nom de Votre Excellence, devrait avoir la teneur suivante* ». Suivait le texte rédigé par les quatre délégués à jaquettes et chapeaux melon : « En ce qui concerne les tractations de paix avec la Russie, le gouvernement impérial et royal a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'il n'aspire à aucun agrandissement territorial aux dépens de la Russie... En ce qui concerne particulièrement la Pologne, le gouvernement impérial et royal considère ce pays comme un Etat indépendant qui doit régler en toute autonomie ses rapports avec nous... Il est vrai que le gouvernement impérial et royal doit repousser la prétention du gouvernement russe de faire évacuer les territoires occupés ; mais cela ne signifie pas que nous voulons profiter de l'occupation militaire pour limiter de quelque façon que ce soit le droit du peuple polonais à l'auto-détermination ; cela signifie seulement que nous ne pouvons pas évacuer ces territoires sans danger pour nos intérêts militaires (intérêts que, comme on voit, les sociaux-démocrates auteurs de la déclaration, estiment avoir en commun avec le gouvernement !), étant donné que la guerre continue sur les autres fronts et que la situation intérieure de la Russie n'est pas encore consolidée ».

Un des « conditions » du 16 janvier stipulait que « les hommes de confiance des ouvriers » devaient se voir assurée l'influence voulue sur le cours des pourparlers. Les « faits » parlent un langage bien différent : « Le gouvernement impérial et royal reconnaît que le *patriotisme plein d'abnégation* des grandes masses populaires qui font depuis trois ans et demi leur devoir dans les circonstances les plus difficiles au front et à l'arrière, justifie pleinement le désir que la *population* et ses *représentants* (on voit qu'il n'est plus question des « hommes de confiance des ouvriers », mais seulement des représentants du peuple au parlement) soient tenus au courant du développement des pourparlers de paix. Le gouvernement impérial et royal est donc bien loin de vouloir limiter *l'influence constitutionnelle des organes législatifs* des deux Etats sur notre politique extérieure. En particulier, il est constamment prêt à informer avec franchise les représentants des divers partis de ses projets et du déroulement des négociations ». En somme, grâce aux bons offices de Adler, Ellenbogen, Seitz et Renner, le gouvernement s'engage à faire... ce qu'il a toujours fait, même en période de guerre : « informer » les Chambres ! Et voilà tout ce qui faisait dire cinq ans après à Otto Bauer que « le gouvernement s'était vu contraint de céder »...

Le lendemain, le 20 janvier, Karl Renner chante victoire à une réunion du Conseil ouvrier de Vienne : « Citez-moi une seule réponse d'un ministre qui traduise autant de résolution que celle-là ! ». Karl Seitz ajoute : « Nous qui avons négocié, nous estimons que la déclaration du ministre est suffisante... La valeur de la proposition gouvernementale réside... dans le fait que le gouvernement a engagé sa parole de faire tout son possible pour conclure la paix devant la masse des électeurs (à la Chambre ou... au Conseil ouvrier ?). Les ouvriers ont montré toute leur force... Nous croyons que la réponse doit être considérée comme suffisante et qu'elle représente *une sérieuse garantie de paix*... Nous avons réussi à obtenir une garantie que toutes les forces de cet Etat, *de l'ouvrier au ministre* (quelle idylle !) soient mises au service de la paix ». Quant à Renner, il s'adresse ainsi à une dépu-

tation ouvrière de Vienne-Neustadt le 21 janvier : « *Etant donnés les rapports de forces actuels au parlement* (ces Messieurs n'en connaissent pas d'autres !), le Parti ne peut pas revendiquer pour lui seul le droit de participer aux négociations de Brest-Litowsk. L'intervention de tous les partis nuirait aux négociations plus qu'elle ne les favoriserait ». Une fois de plus, mieux vaut donc ne pas insister...

Pendant ce temps, une semaine de grève, le coup d'arrêt après les « promesses », « les faits positifs » et les « engagements suffisants », un certain adoucissement de la militarisation des entreprises, un peu plus de pain et de farine, la division créée entre les ouvriers des différentes industries, le « travail surhumain » des médiateurs sociaux-démocrates, tout cela avait brisé l'énergie des prolétaires de Vienne et d'ailleurs : l'issue était donc bien prévisible. Mais les choses ne se passèrent pas aussi facilement que les héros de l'austro-marxisme l'avaient espéré ! Cinq ans plus tard, Otto Bauer lui-même admit que « la décision de mettre terme à la grève se heurta à une vive résistance des masses pleines de passion révolutionnaire. Elle fut combattue au cours de réunions de foule très houleuses. Dans la plupart des usines, les ouvriers reprirent le travail le mardi 23 (et non pas le lundi 22 comme la direction l'avait décidé), mais dans de nombreux cas, seulement le mercredi et le jeudi ». Un rapport de police affirme : « Dans de nombreuses assemblées, de vives protestations se sont élevées contre les décisions des hommes de confiance ; ceux-ci ont été accusés d'être des « traîtres » et des « hommes de confiance de la monarchie »... Dans une assemblée de plusieurs milliers d'ouvriers (ouvriers des arsenaux en particulier), les orateurs... qui devaient exposer le point de vue officiel du parti n'ont pas pu prendre la parole, ils ont été traités de « traîtres » et de « brigands », et la nécessité de continuer la grève a été expliquée avec l'argument qu'il ne fallait pas laisser tomber les camarades hongrois ». Il est vrai que, selon l'*Arbeiterzeitung* du 22 au soir, très en colère, les voix discordantes étaient celles d'« étudiants » ou de « jeunes étrangers aux milieux ouvriers et à l'organisation » et qu'ils avaient été « expulsés de la salle... par les hommes de confiance des ouvriers avant d'avoir pu accomplir leur œuvre nocive ». Pis encore, l'*Arbeiterzeitung* dénonçait en outre la présence de « réfugiés juifs polonais » (5), tant il est vrai que l'invariance de l'opportunisme se manifeste jusque dans le style !

Les jeunes « socialistes révolutionnaires » qui, un an plus tard, fondèrent le Parti Communiste d'Autriche (le premier d'entre eux étant Franz Koritschoner) n'étaient pas des « réfugiés juifs polonais », mais certainement des trouble-fête, puisque pendant ces événements, ils lancèrent un tract intitulé « Traîtres et vendus », dont nous reproduisons la partie ci-dessous :

« La lutte pour arracher une paix générale immédiate si magnifiquement commencée par le prolétariat de la Basse-Autriche auquel s'était jointe la classe ouvrière des autres territoires de la Couronne et de la Hongrie elle-même a été TRAHIE par la direction du parti, honteusement vendue au gouvernement de l'Etat de la classe capitaliste, et par un soi-disant « Conseil ouvrier ». Le gouvernement n'a su répondre aux revendications des ouvriers que par des promesses sur le papier, des consolations vides, des phrases qui ne disent rien. Les chefs qui se disent « sociaux-démocrates » n'ont rien su faire de mieux que de replacer les tra-

5) Il fallait bien une pointe d'antisémitisme ! Si l'Autriche avait eu des « réfugiés juifs polonais » comme Rosa Luxembourg, Leo Jögisches et Eugène Léviné ou des « individus étrangers aux milieux ouvriers et à l'organisation » comme Karl Liebknecht, il est certain que la social-démocratie autrichienne aurait, elle aussi, fourni des « chiens sanglants » du genre des Noske et des Scheidemann...

vailleurs sous le joug de l'oppression bourgeoise. Pour tout ouvrier capable de raisonner par lui-même, il est aujourd'hui bien clair que cette lutte a suscité dès le début la mauvaise humeur des instances supérieures du parti et que celles-ci l'ont freinée dès les premiers jours, excluant de la grève précisément les catégories ouvrières qui auraient dû être au premier rang : les cheminots et les ouvriers du gaz et de l'électricité. Au lieu de pousser le mouvement en avant, à l'exemple de nos frères russes ; au lieu de constituer un véritable Conseil ouvrier assumant tout le pouvoir, ces lèche-bottes du gouvernement avaient déjà commencé à négocier avec lui... A bas la discipline de cadavre. Assez de phrases sur la responsabilité et l'unité ! Que chacun de nous porte en soi la conscience de la solidarité prolétarienne ! »

« Il n'y a plus rien à attendre des actuels « représentants ouvriers » ! Réunissons-nous en groupes de lutte !... Cette bataille n'est pas la dernière ! Armons-nous pour de nouvelles batailles qu'il faudra mener sur des bases complètement différentes. Pour nous, il n'y a qu'un seul mot d'ordre : *révolution sociale* ! ».

Dans les faits, sinon dans la forme, le jeune Parti Communiste d'Autriche commençait son existence tourmentée, tandis que la social-démocratie s'ouvrait le *chemin du pouvoir* : en novembre, elle prendra de droit la succession du gouvernement des Habsbourg. Pendant les mois qui suivirent, il n'y aura plus de grèves. Il ne sera pas nécessaire de concentrer des forces de police ni des troupes dans la capitale : « En cas de grève, dira une circulaire du ministère de l'Intérieur du 28 novembre faisant le bilan des faits; on doit avant tout chercher à négocier par l'intermédiaire des dirigeants ouvriers, car ceux-ci s'efforcent de liquider les grèves dans le but de se protéger contre les éléments radicaux. Jusqu'ici, par ce moyen, on a réussi presque partout à rétablir l'ordre ». (Notons au passage que de pareils certificats de bonne conduite seront distribués par le gouvernement et la police allemands aux Ebert, aux Noske, aux Scheidemann, ainsi qu'aux Kautsky. Le sort des négociations de paix de Brest-Litowsk ne se décidera pas, comme l'avait espéré le Soviet de Pétrograd dans son dramatique appel du 5 février, « dans les rues de Vienne et d'autres villes autrichiennes et allemandes », mais autour du tapis vert d'une diplomatie désormais libre de violer tout « engagement » et de manquer à toutes ses « promesses », et sur les champs de bataille de la Baltique et de l'Ukraine. Tel sera l'extrême hommage de la social-démocratie autrichienne à la « cause de l'émancipation prolétarienne », avant celui de la social-démocratie allemande.

Mais sur ce dernier point, il faudra revenir dans une autre note de lecture.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires